

Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?

Commerce international

Mars 2012

Sous la coordination de Carmelina CARRACILLO et François DELVAUX.



Sommaire

La souveraineté alimentaire est une nécessité, pas une utopie.

Préface
d'Olivier De Schutter

P3

L'agriculture à la mode néolibérale coupe-t-elle la faim aux paysans ?

François Delvaux

P6

L'agriculture paysanne face au commerce international

Daniel Van Der Steen

P18

A qui profite le commerce international au Guatemala ?

Irene Bronzini
Carmelina Carracillo

P22

Libre commerce et agrobusiness au Guatemala

Juan Pablo Ozaeta

P40

Un autre modèle agricole au Nicaragua : la lutte continue

Caroline Baudoin
François Delvaux
Thomas Englebert

P43

UTZK'ASLEM

Dans une des langues maya, UTZK'ASLEM signifie le bien vivre ensemble.

Voilà une belle expression qui pourrait symboliser la finalité du travail de recherche-action politique que mène Entraide et Fraternité (E&F).

Interroger les fondements des discours socioéconomiques dominants se présentant comme neutres et universels,

Transmettre les analyses et témoignages de ceux et celles qui osent la résistance et l'action alternative - parfois au péril de leur vie,

Porter la voix de ceux et celles qui s'insurgent contre un modèle économique pour qui la pauvreté est un dommage collatéral et la paysannerie, vouée à disparaître...

Telle est notre contribution.

Economie et bien commun ne sont pas incompatibles.

Il est possible d'inverser le cours des choses. Nous en sommes profondément convaincus.

Carmelina CARRACILLO et **François DELVAUX**
Service Politique d'Entraide et Fraternité

Préface

La souveraineté alimentaire est une nécessité, pas une utopie



Par **Olivier De Schutter**
Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

C'est un paradoxe de la situation actuelle que les arguments en faveur de l'extension des échanges commerciaux des produits agricoles n'ont jamais été aussi puissants, alors qu'en même temps l'affirmation de la souveraineté alimentaire, en tant que paradigme alternatif à la sécurité alimentaire par le commerce international, prend un tour particulièrement urgent. Comment l'expliquer? Si la polarisation est plus forte que jamais, ce n'est pas que les observateurs diffèrent sur le diagnostic: ils s'affrontent en revanche sur les remèdes.

La libéralisation commerciale des produits agricoles comme solution à la crise alimentaire ?

Deux arguments majeurs sont avancés aujourd'hui en faveur de la poursuite de la libéralisation commerciale des produits agricoles comme solution à la crise des prix des denrées alimentaires.

Un premier argument est puisé à la théorie classique des avantages comparatifs. Que ceux-ci soient définis en fonction de la productivité du facteur travail, comme dans l'approche originelle de Ricardo, ou en fonction de la dotation en facteurs de production (la terre, l'eau et le travail) de chaque pays, comme dans le théorème de Heckscher-Ohlin, tous les pays tireront bénéfice d'une augmentation des échanges, selon cette théorie, si la production agricole est concentrée dans les pays où elle peut se faire aux conditions les plus efficaces. Cette lecture a pu paraître particulièrement convaincante au cours des années 1980 et 1990, lorsque le régime actuel du commerce international a été négocié au cours du cycle d'Uruguay de négociations commerciales (1986-1994): les prix réels des produits agricoles ont connu un net déclin au cours de cette période, et pour les pays les plus pauvres, il pouvait paraître raisonnable de s'approvisionner auprès des marchés internationaux, et de bénéficier ainsi de prix artificiellement poussés vers le bas par les subsides accordés par les pays de l'OCDE à leurs agriculteurs. Les pays en développement étaient

donc encouragés à tout miser sur un nombre réduit de cultures de rente – café, cacao, tabac, coton ou noix de cajou –, et à importer de quoi couvrir leurs besoins de consommation.

Plus récemment, un second argument a vu le jour. Comme l'ont illustré au cours des dernières années les sécheresses à répétition en Afrique de l'Est ou en Inde, ainsi que dans les régions d'Amérique centrale affectées par le phénomène El Niño, le changement climatique représente un défi considérable pour l'agriculture. Il affecte déjà la capacité de régions entières, en particulier de celles qui dépendent de l'eau de pluie, à maintenir leurs niveaux actuels de production.

En Afrique Sub-saharienne, aussi bien qu'en Asie de l'Est et en Asie du Sud, le changement climatique affectera les pluies, les sécheresses seront plus fréquentes et les températures moyennes augmenteront. L'eau douce sera moins facile d'accès pour l'agriculture. Le PNUD relève que d'ici 2080, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient être affectées par l'insécurité alimentaire par l'effet direct du changement climatique.¹ En Afrique Sub-saharienne, les régions arides et semi-arides progresseront de 60 à 90 millions d'hectares, et le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique estime que les récoltes dans le sud du continent africain s'affaibliront de 50% entre 2000 et 2020.² Les pertes en production agricole dans un certain nombre de pays en développement, notamment en Afrique Sub-saharienne, pourraient être compensées partiellement par des gains dans d'autres régions, mais à l'échelle mondiale, l'on perdra 3% en capacité de production d'ici 2080, et jusqu'à 16% si les effets attendus de la fertilisation par le carbone ne se matérialisent pas³. William Cline considère qu'une estimation prudente de l'impact sur la capacité productive mondiale de l'agriculture d'ici 2080 se situe entre 10 et 25%.⁴ Les pertes seront particulièrement importantes en Afrique et en Amérique latine, avec respectivement 17% et 13% si les effets de la fertilisation par le carbone se matérialisent, et 28 et 24% en l'absence de tels effets.⁵

Dans ce contexte, la poursuite du programme de la libéralisation commerciale se présente comme indispensable de manière à compenser les pertes des régions les plus affectées par le changement climatique, les échanges devant faciliter la circulation des produits agricoles des régions en surplus aux régions à déficit alimentaire. Certaines estimations font état d'un probable doublement des volumes d'échanges de produits agricoles entre 2000 et 2030, en partie pour ce motif⁶.

Il existe cependant des arguments également puissants en faveur de la thèse exactement opposée.

Les limites de l'approche classique

« Nous vivons aujourd'hui la fin de la nourriture à bon marché. »

D'abord, nous vivons aujourd'hui la fin de la nourriture à bon marché. La croissance démographique, combinée avec le passage à des régimes alimentaires plus riches en protéines animales dans plusieurs pays émergents, et la concurrence de plus en plus forte entre les différents usages des terres arables – notamment entre cultures alimentaires et agroénergie –, signifie que les tensions sur les marchés internationaux vont persister au moins à moyen terme. Dès lors, s'ils demeurent fortement dépendants des importations pour se nourrir, les pays les plus pauvres – qui ont déjà vu leur facture alimentaire être multipliée par cinq ou six depuis le début des années 1990 – se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable. Cette vulnérabilité est plus grande encore aujourd'hui qu'il y a quinze ans, lorsque l'Accord sur l'Agriculture était négocié parmi les Accords de Marrakech établissant l'Organisation mondiale du commerce.

« Il semble que l'impératif doive être ... de déconcentrer la production. »

Ensuite, dans ce nouveau contexte, il semble que l'impératif doive être non pas de concentrer la production agricole dans les régions présentées comme pouvant produire aux conditions les plus efficaces, mais au contraire de déconcentrer la production. C'est justement lorsque la production est trop concentrée que les chocs météorologiques, liés aux changements climatiques, viennent accentuer la volatilité des prix et faire paniquer les marchés. C'est donc précisément parce que le changement climatique met à l'épreuve les systèmes agricoles dans tellement de régions du monde qu'il faut que chaque région, autant que faire se peut, réinvestisse dans sa capacité de se nourrir elle-même, et limiter ainsi sa vulnérabilité aux chocs exogènes.

« La faim et la malnutrition ne sont pas en général le résultat d'une disponibilité insuffisante de nourriture mais ... plutôt de la pauvreté. »

Troisièmement, la présomption d'après laquelle le commerce permettrait aux produits agricoles de circuler des régions en surplus aux régions à déficit alimentaire ne tient pas compte des considérables différences de pouvoir d'achat entre les régions, et elle demeure aveugle au fait que la faim et la malnutrition ne sont pas en général le résultat d'une disponibilité insuffisante de nourriture – sauf de manière localisée – mais plutôt de la pauvreté. Dans un monde où la libéralisation du commerce des produits agricoles serait pleinement réalisée et ne rencontrerait aucun obstacle – un monde fictif, certes, mais qu'il est commode de se représenter à titre hypothétique –, les produits agricoles ne circuleraient pas des régions en surplus aux régions en déficit alimentaire, mais plutôt des régions qui produisent aux prix les plus compétitifs vers les régions dont le pouvoir d'achat est le plus élevé. Ceci d'ailleurs explique la situation, apparemment choquante mais parfaitement explicable économiquement, de régions à déficit alimentaire qui exportent des produits agricoles, parce que la population locale est trop pauvre pour acheter ce qu'elle-même contribue à produire.

« Le défi majeur aujourd'hui est de garantir l'accessibilité de la nourriture à tous. »

Enfin, et c'est à mes yeux ce dernier argument qui est le plus décisif, si la disponibilité de nourriture est une condition nécessaire à la jouissance du droit à l'alimentation, elle n'en constitue pas la condition suffisante. Le défi majeur aujourd'hui est d'en garantir l'accessibilité à tous, en particulier aux groupes les plus pauvres. Accroître le commerce des produits agricoles ne servira en rien à faire reculer la faim, si les pauvres ruraux, qui constituent trois quarts des personnes vivant dans l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale, sont exclus de la production et ne disposent pas de revenus leur permettant de se procurer de la nourriture sur le marché; et augmenter la production dans les régions pouvant produire aux conditions les plus compétitives ne réduira pas le nombre d'affamés, si ceux-ci demeurent trop pauvres pour bénéficier des prétendus gains d'efficacité qui peuvent en résulter. La majorité des pauvres dans le monde vivent dans les zones rurales des pays en développement, et ils dépendent, à des degrés divers, d'une petite agriculture familiale, principalement vouée à assurer la subsistance du ménage ou de la communauté avoisinante. Toute organisation du commerce mondial qui n'améliore pas la situation des membres de ce groupe, en leur permettant d'accroître leur productivité et d'augmenter leurs revenus, est vouée à accroître la faim, plutôt qu'à la réduire.

« Entre commerce international et souveraineté alimentaire, l'Etat doit assurer son rôle de gardien de l'intérêt général. »

L'opposition entre l'approche de la sécurité alimentaire par le commerce international d'une part, l'approche fondée sur la souveraineté alimentaire d'autre part, est ainsi plus nette que jamais: la crise profonde que nous traversons aujourd'hui aurait dû amener les partisans de chaque approche à tenter de se rapprocher les uns des autres, or c'est l'inverse qui s'est surtout passé. En même temps, présentée ainsi, cette opposition est peut-être forcée.

Contrairement à ce que ses adversaires ont parfois tenté de faire croire, souveraineté alimentaire ne signifie pas auto-suffisance, et il y aura toujours une place pour l'échange international de produits agricoles; celui-ci importe notamment pour les Etats à faible potentiel agricole, mal dotés en ressources naturelles, pour lesquels un bon fonctionnement des marchés internationaux est essentiel. De même, l'on ne peut exclure une coexistence, au sein d'un même Etat, entre un secteur de l'agro-export, produisant à grande échelle pour les marchés internationaux, et une agriculture familiale, vouée à nourrir les communautés locales en privilégiant les cultures vivrières. Bien que la concurrence entre ces différents mondes de l'agriculture puisse être forte pour la terre et l'eau, comme pour les investissements d'infrastructures et l'influence politique, leur coexistence ne doit pas nécessairement déboucher sur la confrontation si l'Etat assure effectivement son rôle de gardien de l'intérêt général, et vient compenser le profond déséquilibre dans le rapport de forces entre ces différentes composantes du monde agricole.

Enfin, la conquête par chaque Etat et chaque région de sa souveraineté alimentaire n'est pas nécessairement incompatible avec le maintien, voire le développement, de certaines cultures d'exportation, pour des produits exotiques que les pays importateurs ne pourraient produire eux-mêmes, pour autant que ces filières ne se développent pas au détriment de la capacité de chaque pays et de chaque région à se nourrir. Il est d'ailleurs possible d'aménager ces filières de manière à les rendre plus inclusives, c'est-à-dire plus accueillantes aux petits producteurs (pratiquant une agriculture à faible usage d'intrants) qu'il est dans notre intérêt de soutenir davantage à l'avenir.

« La souveraineté alimentaire n'est pas une utopie, elle est une nécessité. »

La souveraineté alimentaire n'est pas une utopie: elle est une nécessité. Elle part du constat que la promo-

tion du commerce international et la priorité donnée aux marchés mondiaux ont orienté les politiques de développement agricole au bénéfice d'un petit nombre de producteurs au sein des régions les plus compétitives, mais qu'elle a joué au détriment de la grande masse des petits paysans dans le Sud. A l'heure actuelle, ce sont environ 15 pour cent des produits agricoles qui font l'objet d'échange international à l'échelle mondiale. C'est peu. Et pourtant c'est ce faible segment qui détermine les prix sur les marchés locaux, forçant à sortir de l'agriculture les paysans que leurs gouvernements n'ont pas les moyens de soutenir. Et c'est lui aussi qui détermine les choix de développement agricole: ces choix sont orientés, depuis quarante ans, vers les cultures d'exportation et les infrastructures desservant les marchés mondiaux, et ils n'ont pas jusqu'à présent bénéficié vraiment aux petits agriculteurs qui produisent pour nourrir leurs familles et communautés. C'est cette distorsion-là qu'il faut à présent dénoncer, et combattre. C'est à cette condition que l'on pourra reconstruire des systèmes agro-alimentaires locaux, favorisant le développement des campagnes et l'amélioration des revenus des petits producteurs, pour qu'enfin la pauvreté rurale recule, et avec elle la faim. ●

¹ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008 : La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, p. 90 (citant Rachel Warren, Nigel Arnell, Robert Nicholls, Peter Levy and Jeff Price, 'Understanding the Regional Impacts of Climate Change', Research Report prepared for the Stern Review on the Economic of Climate Change, Research Working Paper No. 90, Tyndall Centre for Climate Change, Norwich).

² GIEC / IPCC, Climate Change 2007: Climate Change Impacts, Adaptation and Vulnerability. Working Group II Contribution to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (S. Solomon, D. Qin, M. Manning, Z. Chen, M. Marquis, K.B. Averyt, M. Tignor and H.L. Miller, eds), Cambridge Univ. Press, Cambridge and New York, chapter 9.

³ Ceux-ci consistent en l'incorporation du dioxyde de carbone dans le processus de photosynthèse, qui utilise l'énergie solaire afin de combiner l'eau et le dioxyde de carbone pour la production d'hydrates de carbone, l'oxygène étant un produit dérivé de cette transformation (définition adaptée de William R. Cline, Global Warming and Agriculture. Impact Estimates by Country, Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, p. 24).

⁴ William R. Cline, Global Warming and Agriculture. Impact Estimates by Country, Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, p. 96.

⁵ Ibid. Voir aussi, confirmant ce point de vue, David B. Lobell, Marshall B. Burke, Claudia Tebaldi, Michael D. Mastrandrea, Walter P. Falcon, and Rosamond L. Naylor, 'Prioritizing Climate Change Adaptation Needs for Food Security in 2030', Science, 1 February 2008, vol. 319, pp. 607-610 (montrant, sur la base d'une analyse des risques que présente le changement climatique pour 12 régions en situation d'insécurité alimentaire, que l'Asie du Sud et l'Afrique méridionale sont les deux régions qui, sans mesures d'adaptation adéquates, risquent de subir les pertes les plus importantes de récoltes de cultures importantes pour la sécurité alimentaire locale).

⁶ Mark W. Rosegrant, Siwa Msangui, Timothy Sulser, and Claudia Ringler, 'Future Scenarios for Agriculture: Plausible Futures to 2030 and Key Trends in Agricultural Growth', background paper prepared for the World Development Report 2008.

L'agriculture à la mode néolibérale coupe-t-elle la faim aux paysans ?

L'avènement du néolibéralisme intronise le modèle agricole industriel comme agent régulateur des prix alimentaires mondiaux alors qu'il ne représente que 30% de la production mondiale d'aliments. En mettant en concurrence des agricultures dont les écarts de productivité sont parfois de l'ordre de 1 à 2000, le commerce international participe activement à la paupérisation des populations rurales agricoles. On peut raisonnablement mettre en doute l'efficacité du néolibéralisme dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Pourtant, à l'heure actuelle, au niveau international, aucune autre alternative n'est envisagée. Pour traiter des enjeux relatifs à la résolution définitive de ces problèmes, il est impératif de comprendre la logique néolibérale sous-tendant la gestion de nos sociétés.

Par François Delvaux

Lorsqu'on parle de commerce international, on parle de la manière dont sont organisés les échanges. Si l'internationalisation de ces échanges n'est pas récente, jamais elle n'a connu l'ampleur et la systématisation qu'on lui connaît aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle la mondialisation. Différentes théories, visions et idéologies se sont relayées au fil du temps afin d'encadrer ces échanges, influençant la manière dont la gestion politique de nos sociétés était envisagée. L'histoire récente a vu les conceptions néolibérales s'imposer au fil des crises, jusqu'à dominer les conceptions politiques de nos sociétés.

Le néolibéralisme est une variante du libéralisme, apparue au sortir de la seconde guerre mondiale. S'opposant à « l'économie planifiée sous toutes ses formes (marxiste, socialiste, keynésienne, etc.) », il prône une régulation naturelle dont le marché serait la clé de voûte. L'Etat n'est pas pour autant voué à disparaître, il est même un acteur incontournable du processus de l'instauration du marché libre comme mode de gestion sociétal. Le néolibéralisme ne se limite donc pas à « la recherche du « moins d'Etat ». C'est la redéfinition de l'Etat comme protecteur du cadre réglementaire et légal instituant le marché et comme administrateur des logiques concurrentielles censées fonctionner »². L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'Union Européenne ne sont rien d'autre que cela.



©Meur

Néolibéralisme : origine et évolution

Friedrich August von Hayek est une des figures emblématiques du courant néolibéral. En 1947, il fonde la Société du Mont-Pèlerin (SMP) – existant toujours à l'heure actuelle – dont le rôle dans l'émergence de sa doctrine est capital. La création de cette société est rendue possible par le franc succès que connaît « la Route de la Servitude » que F.A. von Hayek publie en 1944. « *Ce pamphlet, qui exalte l'individualisme, la concurrence, le risque, la spontanéité du mécanisme du marché, la grandeur de la civilisation occidentale [...] dénonce par opposition le socialisme et le planisme, qui engendreraient nécessairement totalitarisme et nazisme* »³. Son succès lui permet de s'entourer d'un noyau d'universitaires acquis à sa cause, dont la force réside dans le caractère cosmopolite des membres.

« *Je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique manquant de libéralisme.* »⁴,
F.A. von Hayek (avril 1981)

« *[Les membres de la Société du Mont Pèlerin] voient [le danger] dans l'expansion des gouvernements – en particulier l'Etat providence – dans le pouvoir des syndicats et des monopoles et dans la menace constante de l'inflation.* »⁵ La Société du Mont Pèlerin

Au fil des ans, le nombre de membres augmente considérablement. Cette société s'interdisant tout acte de propagande en son nom, les nombreux think-tanks qui gravitent autour de celle-ci se chargent de populariser les remèdes néolibéraux auprès des politiques tandis que les penseurs et professeurs se chargent de la diffuser dans leur environnement académique. La stratégie, mûrement réfléchie, de F.A. von Hayek « *est métapolitique : il s'agit de maintenir l'existence d'un courant néolibéral, d'entourer progressivement l'adversaire comme au jeu de go, en attendant que les conditions historiques et institutionnelles permettent l'unification des élites économiques et politiques autour de ses thématiques* ». Ces conditions sont finalement rencontrées dans la seconde moitié des années septante, alors que la crise de 1974 surgit, suivie peu de temps après par la crise de la dette de 1982.

Le néolibéralisme pour sortir de la crise

En 1974, une faible croissance corrélée à une inflation importante entraîne la récession pour l'ensemble des pays capitalistes développés. F.A. von Hayek et ses condisciples proposent alors un remède « choc »: « *maintenir un Etat fort, capable de rompre les syndicats et de contrôler strictement l'évolution de la masse monétaire* »⁷, rétablir la discipline budgétaire par la réduction des dépenses sociales et « *la restauration d'un taux dit naturel de chômage* »⁸, inciter les agents économiques à investir et à épargner (c'est à dire, réduire les « *impôts sur les revenus les plus élevés des personnes et sur les profits des sociétés* »⁹), pousser l'Etat à se désengager de l'économie au moyen de la privatisation de toute entreprise publique.

Ce seront ces mêmes recettes qui, au fil des ans, seront promues par les néolibéraux (particulièrement par les conditionnalités d'octroi de prêts dans le cadre de programme de remboursement de dettes – les Politique d'Ajustement Structurel). Les règles visant à redresser les économies des pays émergents¹⁰ couchés sur papier en 1989 – ce qu'on appelle le Consensus de Washington – diffèrent peu de ces propositions néo-libérales susmentionnées. Ce « *nouvel évangile du capitalisme* »¹¹ regroupe les 10 principes clés du néolibéralisme économique.

Les 10 commandements

- Ton budget tu équilibreras
- Les dépenses publiques tu réduiras et réorienteras
- Impôts et taxes tu baisseras
- Les marchés financiers tu libéreras
- Les taux de changes tu stabiliseras
- Le commerce extérieur tu libéreras
- Les investissements étrangers tu accueilleras
- Les monopoles et participations de l'Etat tu privatiseras
- Les marchés tu libéraliseras
- La propriété privée tu protégeras

La première réaction des Etats touchés par la crise est de relancer leur économie par des politiques s'inscrivant dans la lignée directe des théories Keynésiennes, sans réel succès. En parallèle, les idées néolibérales s'imposent progressivement comme alternatives crédibles, ce que traduit l'obtention par F.A. von Hayek, en 1974, du prix Nobel d'économie. Friedman, autre figure emblématique de la Société du Mont-Pèlerin, le recevra quant à lui en 1976.

Le début des années 80 coïncide avec les premières expériences occidentales de mise en pratique du programme néolibéral, par Thatcher et Reagan respectivement en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce programme, sera rapidement appliqué de manière généralisée à l'échelle de l'Europe, même si les autres pays appliquent celui-ci avec plus de retenue que leurs précurseurs .

Avec la crise de la dette (1982) – touchant alors les pays du Sud – le néolibéralisme trouve matière à la poursuite de son expansion. Cette crise finit de soumettre les Pays en Voie de Développement (PVD) à la volonté de leurs créanciers. Elle est liée à une augmentation brutale, en 1979, des taux d'intérêts – alors définis par les taux élaborés à Londres et à New-York – des emprunts effectués par les pays du Sud. On doit cette augmentation à la Réserve Fédérale des Etats-Unis, appliquant alors une politique inspirée des théories de Friedman, « dans le but de lutter contre l'inflation et stopper le processus de dépréciation du dollar par rapport aux autres devises »¹⁴. Cette mesure unilatérale a pour effet de rendre la dette, jusqu'alors « remboursable »,

insoutenable pour les pays du Tiers Monde¹⁵. Le remboursement de la dette sera d'autant plus difficile que de nombreux pays du Sud verront au même moment fondre leurs revenus liés aux exportations, en raison d'une forte baisse du cours des matières premières¹⁶.

Cette crise permet aux créanciers internationaux (FMI et Banque Mondiale) d'imposer des réformes favorables au marché afin que la dette engrangée soit remboursée : privatisations, désinvestissement de l'Etat des secteurs publics (santé, éducation, transport, communications, agriculture ...), ouverture des frontières, ... bref, l'ensemble des solutions promues par les néolibéraux. Ces réformes portent le nom de Programmes d'Ajustements Structurels. En ce qui concerne l'agriculture, ils se traduisent par une spécialisation à l'exportation et l'abandon des cultures vivrières.



Le capitalisme néolibéral se renforce-t-il dans l'urgence des crises ? C'est le postulat de Naomi Klein selon qui les crises sont le moteur de l'expansion néolibérale. Dans son ouvrage « La stratégie du choc », elle avance que les mesures impopulaires prônées par les néolibéraux ne seraient jamais acceptées par les populations dans un autre contexte.



©Meur

Hégémonie néolibérale

L'hégémonie du néolibéralisme se concrétise par une certaine « unicité » de la pensée politique occidentale dans les années 80, quand les gouvernements issus de différents courants politiques promeuvent les mêmes orientations néolibérales¹⁸. Par la suite, la chute du mur de Berlin marque l'avènement d'un monde unipolaire dans lequel le projet néolibéral connaît un essor sans pareil – notamment avec la généralisation des principes du Consensus de Washington. En 1995, la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) signe la fin d'un libre-échangeisme modéré ne touchant que peu de secteurs¹⁹.

Commerce : les institutions internationales et leur rapport à l'idéologie néolibérale

L'Organisation Internationale du Commerce, une initiative avortée

Si l'OMC voit le jour en 1995, ce n'est pas la première tentative de mise en place d'une institution internationale en charge des questions commerciales. C'est au sein du conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU - créée en 1945) qu'est, en premier, débattue l'idée d'une Organisation Internationale du Commerce (OIC). Ces discussions aboutissent à la création, en 1948, de la « Charte de La Havane instituant une Organisation Internationale du Commerce » (OIC) signée par les 53 Etats présents – dont la Belgique. Intégrée à l'ONU, cette OIC se met au service du relèvement du niveau de vie, du plein emploi et du développement dans l'ordre économique et social²⁰, dans le respect des droits de l'Homme. Bref, c'est un instrument mettant l'économie au service des populations et des Etats. L'objectif de l'OIC est le développement de chaque pays, considéré individuellement, par une coopération internationale²¹. Pour ce faire, divers outils sont proposés : interventionnisme et « protectionnisme » afin d'assurer le développement des pays les plus « faibles », normes de travail équitables et amélioration des salaires, possibilité de protection de l'agriculture et de la pêche, incitation à la transformation des matières premières dans l'Etat d'extraction afin d'en accroître la valeur, ...²². Les pays du Nord et du

Sud peuvent ainsi développer leur agriculture, leur industrie et leur économie au profit de leurs populations tout en pouvant compter sur les échanges régionaux et internationaux afin de venir compléter leurs productions alimentaires et/ou industrielles. Malheureusement, le processus de ratification parlementaire pose problème et en 1951, l'idée d'une telle organisation est définitivement abandonnée. Certes, on ne saura jamais quels auraient été les résultats réels de cette organisation si elle avait vu le jour. Mais ceci démontre néanmoins que les échanges commerciaux internationaux peuvent être conçus au service du bien-être des populations.

Le GATT : un substitut temporaire

Négocié en parallèle par certains pays participants aux débats relatifs à l'OIC, l'« Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce » (le GATT) entre provisoirement en vigueur en 1947, dans l'attente de la création de la future Organisation Internationale du Commerce²³. L'OIC ayant été abandonnée, seul le Gatt subsistera. Si celui-ci inscrit également à son agenda des objectifs similaires à ceux de l'OIC – bien que fixés en dehors de tout cadre onusien –, il ne propose qu'une « réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et [...] l'élimination des discriminations en matière de commerce international »²⁴ afin d'y parvenir. L'idéologie selon laquelle la libéralisation soutient le développement du bien commun fait ses premiers pas. Ce choix – l'abandon du projet « OIC » – est lourd de conséquences : il met hors d'atteinte tout objectif politique et social afin de se concentrer uniquement sur la question idéologique de la « libéralisation ».

Naissance de l'OMC et de l'accord sur l'agriculture

De nombreux accords, à chaque fois précédés de cycles de négociations, seront passés au sein du GATT. C'est durant le cycle de l'Uruguay (1986-1994) que fut négociée la création d'une institution mondiale vouée à l'encadrement du commerce. En 1995, l'OMC, prend vie : les principes idéologiques de la dérégulation et de la libéralisation sont institutionnalisés. Les beaux principes qui régissaient l'OIC, mort-née, sont oubliés. C'est un GATT étendu qui est proposé dont l'« objectif est de supprimer les mesures protectionnistes non tarifaires [...] et [d']étendre les mesures libre-échangistes à toutes

les activités »²⁵. L'agriculture est désormais intégrée au commerce²⁶, comme toute autre marchandise. Elle sera régie par un accord connu sous le nom d'AoA : Agreement on Agriculture. Cet accord vise à « permettre une relance de la spécialisation agricole propice à la croissance de la production et de la demande pour tous »²⁷.

La théorie des avantages comparatifs et la spécialisation (David Ricardo)

[La] « libéralisation doit bénéficier à l'ensemble des pays, car elle permet à chacun d'eux de se spécialiser dans le domaine de production dans lequel il est le plus compétitif, donc d'exporter davantage, d'accumuler des devises et d'importer des biens plus difficiles à produire sur place. Cette théorie libre-échangiste des « avantages comparatifs » exige d'une part que les pays investissent dans la modernisation d'une culture d'exportation (la monoculture) pour conquérir des marchés, d'autre part qu'ils ouvrent grand leurs barrières commerciales, en éliminant les taxes et les quotas qui limitent les importations, bref, qu'ils s'intègrent à l'économie agricole mondiale »²⁸.

La majeure partie du volet agricole de l'accord a été négociée entre les deux grandes puissances (USA/UE) – alors en pleine guerre commerciale quant à l'écoulement de leurs surplus de productions agricoles²⁹ – ainsi qu'avec les pays, grand exportateurs de denrées agricoles, du groupe de Cairns³⁰. Les besoins des PVD connaissant des problèmes de sécurité alimentaire, en particulier le besoin de protéger et de supporter leur agriculture, ont donc à peine été abordés.

Le groupe de Cairns

Groupe de 19 pays exportateurs de produits agricoles mobilisés en faveur de la libéralisation des échanges agricoles constitué en 1986 à Cairns en Australie avant le Cycle d'Uruguay ».

L'objectif est le libre-échange des denrées agricoles via la suppression progressive des protections des marchés³¹. Diverses obligations s'imposent aux signataires³² : les **barrières à l'importation** (sous l'intitulé « accès aux marchés ») et les **subventions à l'exportation** doivent progressivement être revues à la baisse. En ce qui concerne les **soutiens internes**, différentes catégories d'aides et de protections domestiques ont été référencées selon leurs impacts sur le marché.

L'accord sur l'agriculture (AOA)

En ce qui concerne les soutiens, quatre 'boîtes' différenciées par des couleurs ont été créées en fonction desquelles les obligations varient :

« Selon la terminologie de l'OMC, les subventions sont généralement classées en "catégories", désignées par une couleur à l'image des feux de la circulation: subventions de la catégorie verte (autorisées), orange (ralentir — c'est-à-dire opérer des réductions), rouge (interdites) »³³.



La boîte rouge : comprend « les pratiques interdites de soutien à l'agriculture qui doivent avoir disparu au moment de l'entrée en vigueur de l'accord »³⁴.



La boîte orange : comprend les pratiques devant faire l'objet d'une réduction car considérées comme entraînant une distorsion sur le marché.



La boîte verte : comprend les différentes mesures considérées comme n'entraînant pas de distorsions sur le marché³⁵. Elle peut être décomposée en deux catégories :

- les services publics : par exemple dans les domaines de la recherche, de la lutte contre les maladies, de l'infrastructure et de la sécurité alimentaire – et ce y compris la constitution de stocks domestiques pour l'aide alimentaire³⁶
- les versements directs aux producteurs (sous forme « découplée », c'est-à-dire non liée à la quantité produite): par exemple, « les versements directs au titre de programmes de protection de l'environnement ou d'aide régionale »³⁷

Ces aides permettent malgré tout de mettre sur le marché des produits inférieurs aux coûts de productions.



La boîte bleue : comprend les mesures qui, en contrepartie d'une réduction de la production, ne doivent pas faire l'objet d'une réduction³⁹. Elles sont autorisées car considérées comme positives pour le marché (la production de surplus étant découragée, elle n'entraîne de ce fait pas d'écoulement de ceux-ci à prix réduits – dumping – sur le marché international). Cette boîte permet de préserver les aides européennes – les « aides directes aux revenus des producteurs » – et américaines.

En transférant, via des réformes, certaines de leurs aides vers la boîte verte⁴¹ (n'étant pas soumise à des restrictions), les pays industrialisés maintiennent leurs niveaux d'aides au niveau précédant l'accord. Pour que la compétition soit égale, les Etats du Sud devraient donc pouvoir protéger leurs agriculteurs. Or cette possibilité a été ôtée aux Etats par les politiques d'ajustement. Par ailleurs, les budgets nécessaires à la subvention du secteur agricole dans des pays où les travailleurs agricoles représentent souvent plus de la moitié de la population active sont considérables. Les Etats du Sud se voient donc interdire d'utiliser les barrières à l'importation et à la régulation des prix, lesquelles restent les seuls instruments, utiles à la protection et au développement d'une agriculture vivrière, qu'ils ont à leur disposition.

Le cycle de Doha à l'OMC : le néolibéralisme et la question du développement

Le cycle de Doha, entamé en 2001 et bloqué depuis 2006, « vise à réformer en profondeur le système commercial international par la réduction des obstacles au commerce et des règles commerciales révisées [...] [et à] améliorer les perspectives commerciales des pays en développement »⁴². Tancred Voituriez, de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, met en avant le fait que l'intitulé du cycle – le « cycle du développement » – est l'une des sources du piétinement que connaissent les négociations. « La question agricole n'a fait que révéler les difficultés à utiliser une organisation à des fins pour lesquelles elle n'a pas été conçue : résoudre les questions de pauvreté et de juste répartition des gains produits par l'échange entre pays »⁴³. En ce qui concerne le volet agricole, l'objectif de l'accord est de maximiser les échanges agroalimentaires. Celui-ci ne vise donc pas « à assurer une alimentation suffisante en quantité et en qualité à des prix raisonnables aux consommateurs en procurant un revenu correct aux agriculteurs⁴⁴ ». Que dire de plus de ce cycle sinon que « lorsque près de 2 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour, l'expansion du commerce n'a aucun sens. Que vont-elles acheter de plus ? »⁴⁵.

Pour contourner le blocage des négociations à l'OMC, les grandes puissances commerciales, comme les USA et l'UE par exemple, concluent des accords bilatéraux et régionaux. Ces accords renforcent des conditions parfois bien pires que celles

qui pourraient éventuellement être observées au sein de l'OMC et ce, sans que les Etats signataires aient de possibilité de recours auprès de son organe d'arbitrage. Par rapport à un mode d'organisation multilatérale leur étant déjà souvent défavorable, les PVD signataires ont donc encore plus à perdre en s'inscrivant dans ce genre d'accords⁴⁶.

Agriculture industrielle et néolibéralisme : un couple explosif

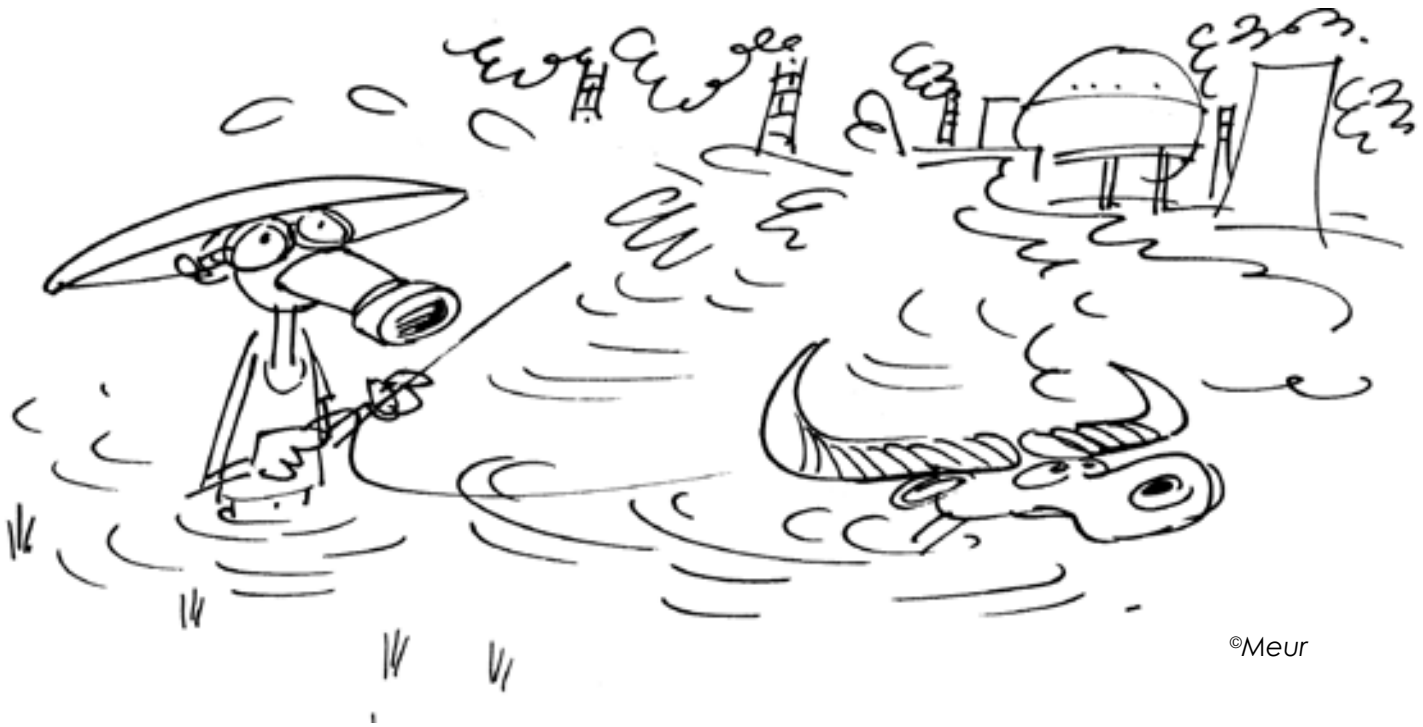
Le problème de la faim n'est pas imputable en tant que tel aux logiques néolibérales prévalant à l'heure actuelle. Cependant, le néolibéralisme vient renforcer un modèle de développement – hérité du 20^{ème} siècle – responsable de la marginalisation de la paysannerie : la modernité, source de progrès et de bien-être universel. L'agriculture est dès lors asservie au besoin impératif d'industrialisation. Les politiques alimentaires des Etats sont donc tournées vers l'apport de nourriture peu chère en milieux urbains afin de nourrir la force de travail nécessaire à l'industrie : « la politique alimentaire n'a (donc) pas été orientée d'abord vers une augmentation de l'offre vivrière par la paysannerie, mais bien par le souci d'avoir des prix de l'alimentation bas en milieu urbain (cheap food policy) par divers moyens »⁴⁶.

La révolution verte

La révolution verte, développée en majeure partie dans les années 60 dans certains pays du Sud, reflète bien cette logique. L'objectif premier de cette politique est pourtant l'allègement du problème de la faim dans le monde⁴⁸ via l'augmentation de la productivité agricole. Au final, elle s'avérera être une catastrophe sociale (marginalisation de la paysannerie, aggravation du problème de la faim) et environnementale.

C'est avec cette « révolution » que le philanthrocapitalisme fait une entrée fracassante dans le domaine de l'agriculture et du développement. Les fondations concernées à cette époque sont les fondations Ford et Rockefeller. La Banque Mondiale, USAid et le Development Advisory Service financent et encadrent également le processus.

Cette politique fut largement critiquée, pour le fait qu'elle bénéficiait principalement aux paysans parmi les mieux lotis – en termes de finances et



d'éducation pour l'achat, l'utilisation des intrants et la mécanisation possible – mais également en termes « géostratégiques », le système requérant des terres bien irriguées⁴⁹. Seuls les exploitants pouvant bénéficier de ces conditions connurent les effets positifs de la révolution. L'écart existant s'accrut entre les différentes classes d'agriculteurs. Le succès des exploitants les mieux lotis incita nombre de personnes à (ré)investir dans l'agriculture, ce qui signifia une augmentation de la concentration des terres⁵⁰. La paysannerie locale se vit alors réduite à servir de main-d'œuvre aux moyennes et grandes exploitations fraîchement créées. La révolution verte s'accompagna également d'un processus de mécanisation, diminuant fortement la quantité de main d'œuvre nécessaire à la gestion de l'exploitation. Le « chômage » rural et le nombre de sans-terres explosèrent. De nombreuses personnes migrèrent vers les pôles urbains dans l'espoir d'y trouver du travail, venant ainsi grossir les rangs de ceux vivant dans les bidonvilles⁵¹.

Les multinationales de l'agro-business ont quant à elles bénéficié d'une domination croissante en termes de production et de distribution de produits et d'intrants agricoles au fur et à mesure que les exploitants des pays concernés en devenaient dépendants, une dépendance aboutissant fréquemment à l'endettement. Incapables de rembourser leurs dettes⁵³, ces exploitants revendent leur terre après quelques saisons et vont à leur tour grossir les bidonvilles.

A cause de cet afflux, les Etats concernés se re-

trouvent face à l'obligation de nourrir cette population urbaine croissante à des prix réduits. Les pays ayant sacrifié les cultures vivrières au profit de cultures industrielles vouées à l'export, se tournent alors vers l'importation d'aliments à bas prix venant d'autres pays. Ceux-ci entrent en compétition directe avec la production des paysans locaux. Ne pouvant tenir la compétition, les paysans sont forcés d'abandonner leur lopin de terre et de migrer vers les périphéries urbaines : un terrible cercle vicieux... Les conséquences ont également été néfastes sur le plan écologique : la révolution verte a en effet causé de graves dommages à la biodiversité, l'appauvrissement de nombreuses terres et la salinisation d'immenses territoires.

Les conséquences du néolibéralisme sur l'agriculture

Le problème de la faim n'est donc pas résolu par la modernisation et l'industrialisation. Au contraire. Avec la libéralisation accrue et la financiarisation de l'économie impulsée sous l'égide des néolibéraux, les résultats sont encore plus désastreux : les paysans se retrouvent obligés de lutter contre des exploitants ayant des productivités jusqu'à 2000 fois plus importante que la leur.⁵⁴ C'est par ailleurs le marché international qui fixe le prix de leur produit sur ce marché. Si la modernisation et le dumping font que le prix des matières premières agricoles est ridiculement bas (par rapport au coût de production d'une majorité d'agriculteurs), la volatilité des prix – et la spéculation lui étant liée, accroissent la



©Meur

pression destructrice exercée sur la paysannerie. Les développements récents ne viennent pas démentir cette assertion : les crises alimentaire et économique (2007-2009) – deux événements profondément interconnectés – résultent de la mainmise néolibérale sur la gestion de notre société. Les marchés sont dérégulés, et l'opacité règne en maître sur les transactions boursières. La spéculation virulente se fait norme et l'accès des spéculateurs au marché des matières premières agricoles est ouvert par les Etats-Unis. Ainsi, dès le début de la

crise, les investisseurs n'ayant plus confiance dans les valeurs « traditionnelles » du marché se réfugient sur le marché des matières premières agricoles. En quelques mois de temps, ils font exploser les prix du marché (jusqu'à +300%). Ce mouvement entraîne une hausse des prix sur les marchés locaux, entraînant des effets dévastateurs pour les paysans et populations urbaines des PVD. Les multinationales de l'agro-business, quant à elles, ne se sont au contraire jamais mieux portées que lors de cette crise.

Au cœur de la crise alimentaire : demande, offre, volatilité et spéculation

- La demande a augmenté suite aux changements alimentaires liés à l'élévation du mode de vie dans plusieurs pays émergents⁵⁵ - notamment l'augmentation de la consommation de viande (ce qui entraîne une augmentation des productions agricoles consacrées à l'alimentation du bétail).
- L'offre s'est vue déstabilisée par diverses catastrophes écologiques (notamment en Russie et en Australie) et par l'augmentation du prix du pétrole – qui a un impact direct sur les coûts de production de l'alimentation⁵⁶.
- La demande s'est également retrouvée en tension avec l'offre du fait qu'une partie croissante des productions agricoles était détournée de l'alimentaire et particulièrement par l'augmentation de la production d'agro-carburants. Un rapport de la Banque Mondiale, montre que ces derniers auraient contribué à 75% de l'augmentation des prix – sur les 140% d'augmentation observés entre 2002 et 2008⁵⁷.

Ces différents éléments sont néanmoins des facteurs « ancrés dans le long-terme ». Or, la rapide envolée des prix est principalement liée à une spéculation intense sur une courte période (2 années). C'est donc la spéculation qui est la principale responsable de la crise.

Une remise en question de façade

Ces dernières années, en conséquence de ces crises, la pensée néolibérale et les institutions à son service ont semblé se remettre en question – ce qui, pour l'économie équivaut à une mini-révolution. Comme le déclarait l'ancien patron du FMI, « *la crise a dévasté les fondations intellectuelles de l'ordre économique global du dernier quart de siècle. Avant la crise, nous pensions savoir comment bien gérer les économies [...]* »⁵⁸. Ce questionnement se traduit notamment par le retour de l'agriculture dans le discours des institutions internationales.

Si ces discours peuvent laisser penser qu'une remise en question du modèle de gestion agricole et économique est amorcée, la pratique, quant à elle, ne laisse rien présager de bon : la crise de la dette est utilisée pour mettre au pas les Etats européens encore trop « laxistes » dans leur mise en œuvre des remèdes néolibéraux. En ce qui concerne l'agriculture, les solutions envisagées restent dans la même logique. L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique en est une belle illustration.

La fondation 'Bill & Melinda Gates' a créé – en association avec la fondation Rockefeller – l'Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA). Avec ses 262 millions de dollars, elle semble être l'outil institutionnel le plus important pour changer l'agriculture en Afrique⁵⁹. Selon AGRA, les bio-technologies sont capables de résoudre le problème de la faim et de la pauvreté en Afrique.

Si cette initiative signale quelques solutions apparemment pertinentes comme le soutien aux petites paysanneries et la complémentarité des savoirs locaux et des techniques modernes, le programme est avant tout constitué de subventions aux paysans afin qu'ils se fournissent en pesticides, engrais et semences hybrides – des semences brevetées⁶⁰. Ceci, par la même occasion, augmente leur dépendance aux multinationales de l'agro-business. La révolution verte nous a pourtant montré que ce type d'initiative pouvait être lourde de conséquences pour les paysans.

AGRA, un cheval de Troie pour les OGM ?

Plusieurs éléments laissent penser qu'AGRA aurait pour vocation de promouvoir l'utilisation d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) en Afrique⁶¹.

- L'administration d'AGRA repose dans les mains d'anciens partenaires de Monsanto – une firme multinationale leader dans le marché des pesticides et des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)⁶².
- En 2010, la fondation Gates a acquis 500 000 parts dans Monsanto⁶³.
- La fondation a également investi plusieurs millions de dollars dans la recherche – en partenariat avec Monsanto – pour la production de plants de maïs génétiquement modifiés destinés à l'Afrique.



©Meur

N'y a-t-il vraiment pas d'autre alternative ?

En se positionnant comme seule solution aux problèmes dont elle est en partie la cause, l'idéologie dominante donne à croire qu'il n'y a pas d'alternatives : ni au modèle agricole ni au modèle global de gestion de la société.

Il n'y a pas d'alternative

Cette phrase désormais célèbre, fait référence à l'expression « There Is No Alternative » (TINA) prêtée à M. Thatcher. De manière plus générale, elle est associée à une propagande néo-libérale qui, à force d'être assénée, a acquis force de vérité.

Or, des alternatives existent et parmi celles-ci, l'appui à l'agriculture paysanne dans une perspective de Souveraineté alimentaire. Comme le souligne O. De Schutter⁶⁴, il ne s'agit donc pas de simplement de (ré)investir dans l'agriculture : un choix – politique – s'impose quant au mode d'agriculture à soutenir. Sans le franchissement de ce cap, la faim et la pauvreté persisteront. Il s'agit donc de placer l'aspect politique – et une dimension d'équité – au centre de la gestion de la question alimentaire ●

La souveraineté alimentaire c'est « *le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles* » sans que cela ne porte préjudice à d'autres (groupes/populations/Etats).

Quelques recommandations

Un certain nombre d'actions concrètes peuvent être entreprises par nos décideurs (aux niveaux belge et européen) afin de favoriser la mise en place de cette alternative.

Au niveau belge :

- Veiller, à ce qu'aucun accord bilatéral, investissement, ou projet de développement via des instances telles que la Coopération Technique Belge (CTB), la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD), la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO), ... ne vienne mettre à néant les efforts de la Belgique et de la communauté internationale en vue de réaliser la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation.
- Aider les pays partenaires à constituer des systèmes de protection leur permettant de développer une agriculture paysanne vouée principalement aux marchés locaux, nationaux et régionaux de manière à accroître les revenus des paysans et la sécurité alimentaire.

Au niveau européen et international

- Reconnaître le droit des Etats à protéger et à développer les secteurs de leur agriculture indispensables à leur sécurité alimentaire.
- Favoriser le développement de marchés agricoles régionaux et protégés des pays ayant des productivités agricoles voisines.
- Soutenir la mise en place de stocks locaux et régionaux – gérés de manière collective et participative – pour parer les variations de productions, et limiter la volatilité des prix.
- Conditionner de manière stricte la signature de tout accord de libre-échange au respect des droits de l'homme, du travail et de l'environnement, sous peine de suspension de l'accord. Dans ce sens, tout accord doit être soumis à une évaluation préalable en termes de sécurité alimentaire et de droits de l'homme.
- Prendre des mesures pour limiter la spéculation financière sur les matières premières agricoles.
- Traiter toutes les questions liées à l'agriculture (volatilité, accaparement des terres, ...) au sein du Comité mondial de la Sécurité Alimentaire (CSA) afin d'assurer une cohérence au niveau international.

- ¹ Olivier LONGCHAMP et Yves STEINER, « Comment les banquiers et industriels suisses ont financé le renouveau libéral » in *L'Économie politique*, 2009/4 n° 44, p. 76-92 p.77
- ² Pierre DARDOT et Christian LAVAL, « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche » in *Mouvements*, n° 50 (2007), p. 108-117, p.115
- ³ François DENORD, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire – La circulation internationale du néolibéralisme et ses acteurs » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145 (2002), p.9-20
- ⁴ Gilles DOSTALER, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », in *L'économie politique*, n° 44 (2009), p. 42-64. p.48
- ⁵ <https://www.montpelerin.org/montpelerin/home.html> – traduction personnelle
- ⁶ François DENORD, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire – La circulation internationale du néolibéralisme et ses acteurs », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145 (2002), p.9-20
- ⁷ Perry ANDERSON, « Histoire et leçons du néo-libéralisme » in *L'autre Davos – Mondialisation des résistances et des luttes*, éd. L'Harmattan (1999) p. 14
- ⁸ Ibidem.
- ⁹ Ibidem.
- ¹⁰ Gilbert ABRAHAM-FROIS, Brigitte DESAIGUES, « Du Consensus de Washington au Consensus Stiglitzien » in *Revue d'économie politique*, vol.113 (2003), p.1
- ¹¹ Christian BOUQUET, « La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation ? », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°238 (2007), p.187
- ¹² Bertrand ROTHÉ, Gérard MORDILLAT, « Il n'y a pas d'alternative – trente ans de propagande économique », *Seuil* (2011), p.36
- ¹³ Perry ANDERSON, « Histoire et leçons du néo-libéralisme » in *L'autre Davos – Mondialisation des résistances et des luttes*, L'Harmattan (1999), p. 16
- ¹⁴ Ibidem. p.14 [note : Les gouvernements européens relèveront à leur tour leur taux d'intérêts]
- ¹⁵ Renaud VIVIEN, « L'annulation de la dette du Tiers Monde » in *courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2046-2047 (2010), p.14
- ¹⁶ Ibidem.
- ¹⁷ Naomi Klein, *La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008
- ¹⁸ Perry ANDERSON, « Histoire et leçons du néo-libéralisme » in *L'autre Davos – Mondialisation des résistances et des luttes*, L'Harmattan (1999) p. 17-18
- ¹⁹ Jacques NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la charte de la havane » (2008)
- ²⁰ Charte des Nations Unies : article 55 [en ligne : <http://www.un.org/en/documents/charter/chapter9.shtml>]
- ²¹ Jacques NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la charte de la havane » (2008) [article publié en ligne en ligne : <http://www.m-pep.org/spip.php?article16>],
- ²² Susan GEORGE, « Une autre organisation du commerce international était possible ... » in *le Monde diplomatique* (janvier 2007), p.12-13
- ²³ Culot HENRI, « Soft law et droit de l'OMC » in *Revue internationale de droit économique*, t. XIX (2005), p. 251-289.
- ²⁴ Accord général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce – articles I à XVII [en ligne : http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/gatt47_01_f.htm]
- ²⁵ Ibidem.
- ²⁶ Jusqu'alors, seule l'alimentation animale avait été intégrée – en 1962 – aux accords du GATT
- ²⁷ Hélène DELORME, « Le volet agricole de l'accord de Marrakech » in *Options Méditerranéennes*, n° 30 (1997), p.5 <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/a30/C1000402.pdf>
- ²⁸ François POLET, « Le Sud, entre Mondialisation et altermondialisation », *Couleur Livres*, 2008, p.10-11
- ²⁹ Hélène DELORME, Jean-Christophe KROLL, « L'accord agricole de Marrakech : contenu, mise en œuvre et perspectives » in *Mondes en développement*, n°117 (2002), p.55-63
- ³⁰ Daniel VAN DER STEEN, Alex DANAOU, Marek POZNANSKI ; *L'Organisation Mondiale du Commerce et l'agriculture : la souveraineté alimentaire menacée par les accords commerciaux*, Collectif Stratégies Alimentaires, 1999, p.21
- ³¹ Hélène DELORME, Jean-Christophe KROLL, « L'accord agricole de Marrakech : contenu, mise en œuvre et perspectives » in *Mondes en développement*, n°117 (2002), p.55
- ³² Olivier DE SCHUTTER, « International Trade in Agriculture and the Right to Food » in *Dialogue on globalization/occasional papers n°46* (2009), p.12
- ³³ http://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/negs_bkgrnd08_domestic_f.htm
- ³⁴ Daniel VAN DER STEEN, Alex DANAOU, Marek POZNANSKI ; « L'Organisation Mondiale du Commerce et l'agriculture : la souveraineté alimentaire menacée par les accords commerciaux », *Collectif Stratégies Alimentaires*, 1999, p.30
- ³⁵ http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/ursum_f.htm#aAgreement
- ³⁶ Olivier DE SCHUTTER, « International Trade in Agriculture and the Right to Food » in *Dialogue on globalization/occasional papers n°46* (2009), p.14
- ³⁷ http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/ursum_f.htm#aAgreement
- ³⁸ Joseph ROCHER, « Après les feux de pailles – politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation », éditions Charles Léopold Mayer, 1998, p.13-14
- ³⁹ Olivier DE SCHUTTER, « International Trade in Agriculture and the Right to Food » in *Dialogue on globalization/occasional papers n°46* (2009), p.13
- ⁴⁰ Daniel VAN DER STEEN, Alex DANAOU, Marek POZNANSKI ; « L'Organisation Mondiale du Commerce et l'agriculture : la souveraineté alimentaire menacée par les accords commerciaux », *Collectif Stratégies Alimentaires*, 1999, p.30
- ⁴¹ Par exemple l'Union Européenne avec sa réforme de la Politique Agricole Commune en 1992
- ⁴² Ibidem.
- ⁴³ Tancrede VOITURIEZ, « Agriculture et développement : impasse à l'OMC » in *Politique Etrangère* (2009), p. 278
- ⁴⁴ Pierre COOPMAN, « Faut-il sortir l'agriculture de l'OMC ? » in *Défis Sud n°76* (2006) [synthèse de l'ouvrage de Jacques BERTHELOT, *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation. Clés pour un accord agricole solidaire à l'OMC*, L'Harmattan, 2001]
- ⁴⁵ Jacques NIKONOFF, « Contre le libre-échange, la charte de la havane » (2006) [publié en ligne : <http://www.france.attac.org/archives/spip.php?article6720>]
- ⁴⁶ Voir les conséquences de ces accords de libre commerce avec le Guatemala et le Nicaragua dans les articles suivants
- ⁴⁷ Jean-Philippe PEEMANS, « Les politiques agricoles au fil du temps : logiques dominantes et conséquences » in *La Souveraineté Alimentaire : regards croisés*, Presses Universitaires de Louvain, 2007, p.33
- ⁴⁸ THE ROCKEFELLER FOUNDATION, *Annual report* (1970), p.20 [<http://www.rockefellerfoundation.org/uploads/files/5e368ccb-fe35-44c9-92f6-ce81e71bd4ec-1970.pdf>]
- ⁴⁹ Harry M. CLEAVER Jr, « The contradictions of the Green Revolution » in *the American Economic Review*, Vol 62. No. 1/2 (1972), p.180-181
- ⁵⁰ Ibidem. p.182
- ⁵¹ Ibidem.
- ⁵² Ernest FEDER, « McNamara's Little Gree Revolution : World Bank Scheme for Self-Liquidation of Third World Peasantry » in *Economic and Political Weekly*, Vol. 11, No. 14 (1976), p.532
- ⁵³ Ibidem.

⁵⁴ Marcel MAZOYER, Laurence ROUDART ; « La fracture alimentaire et agricole mondiale : Etat des lieux, causes, perspectives, propositions d'action » in Revue politique et parlementaire, n° 1051 (2009), pp. 24-34

⁵⁵ Peter WHAL, "The role of speculation in the 2008 food price bubble" in The global food challenge - Towards a Human Rights Approach to Trade and Investment Policies (2009), p.69

⁵⁶ Notes prises lors de l'allocution « Les causes des crises alimentaires et les moyens d'y remédier » d'Olivier de Schutter au Parlement Fédéral Belge le 23 février 2011 - Hearing organisé par la Coalition Contre la Faim intitulé « La Belgique face à la crise alimentaire mondiale »

⁵⁷ Damien MILLET, Eric TOUSSAINT, « 60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale », éditions Syllepse/CADTM, 2008, p.145

⁵⁸ Dominique STRAUSS-KAHN, Discours adressé à la George Washington University (2011), www.imf.org/external/np/speeches/2011/040411.htm (traduction personnelle)

⁵⁹ Anuradha MITTAL, Melissa MOORE (ed.), « Voices From Africa: African Farmers and Environmentalists Speak Out Against A New Green Revolution In Africa », The Oakland Institute (2009), p.7 [http://www.oaklandinstitute.org/voicesfromafrica/pdfs/voicesfromafrica_full.pdf]

⁶⁰ Miguël MENNIG, « Le capitalisme créatif au chevet des paysans africains – un cheval de Troie pour les OGM ? » in Défis Sud, n° 95 (2010)

⁶¹ Eric HOLT-GIMENEZ, « Monsanto in Gates' Clothing? The Emperor's New GMOs » (2010) [publié en ligne : http://www.huffingtonpost.com/eric-holt-gimenez/monsanto-in-gates-clothin_b_696182.html]

⁶² Anuradha MITTAL, Melissa MOORE (ed.), « Voices From Africa: African Farmers and Environmentalists Speak Out Against A New Green Revolution In Africa », The Oakland Institute (2009), p.7

⁶³ <http://www.sec.gov/Archives/edgardata/1166559/000104746910007567/a2199827z13f-hr.txt> /http://seattletimes.nwsourc.com/html/localnews/2012751169_gatesmonsanto29m.html

⁶⁴ Olivier De SCHUTTER, « Agroécologie et droit à l'alimentation », Rapport présenté à la 16ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (mars 2011)

⁶⁵ Déclaration finale du Forum de Nyeleni (2007) – <http://www.nyeleni.org/IMG/pdf/declarationfinalmars.pdf>

⁶⁶ CCFD, « G20 agricole : des paroles aux actes pour agir durablement contre la faim » (2011) [publié en ligne : http://ccfd-terresolidaire.org/e_upload/pdf/g20agri_final.pdf]

L'agriculture paysanne face au commerce international

Par Daniel
Van Der Steen¹



L'agriculture paysanne se réfère à une mode de production où l'activité agricole domine le paysage économique et social d'un espace de vie qui est localisé (le pays signifiait d'ailleurs le village dans le temps).

Plus qu'un mode de production, l'agriculture paysanne est aussi un mode de vie.

D'autres activités locales sont articulées avec l'activité agricole (production artisanale d'intrants et de services à l'agriculture et aux familles agricoles, transformation de produits agricoles pour la consommation, autres activités artisanales...). On peut dire que toute la vie économique et sociale tourne autour de l'activité agricole. Plus qu'un mode de production, c'est aussi un mode de vie. La grande partie de ce qui est produit est auto-consommé par la famille ou vendu localement et les relations avec l'extérieur de la zone sont rares et plutôt exceptionnelles.

Il y a à peine plus d'un siècle, c'était le mode de production qui prédominait dans les espaces ruraux en Europe. Aujourd'hui, s'il ne subsiste plus que dans certaines zones de l'Europe, il prédomine par contre dans bien des régions du monde, en Afrique et dans le Sud Ouest Asiatique en particulier, où il concerne plus d'un milliard d'individus.

Agriculture paysanne = agriculture familiale ?

Par contre, l'agriculture familiale est un mode de production agricole qui est encore majoritaire dans l'Europe d'aujourd'hui. La caractéristique essentielle est que l'activité au sein de l'exploitation repose essentiellement sur la main d'œuvre familiale (aujourd'hui le plus souvent avec des familles nucléaires réduites), alors que le recours à une main d'œuvre rémunérée/salariée externe à la famille est occasionnel et marginal (pour les moissons ou le passage avec des engins spécialisés que l'agriculteur familial ne peut acheter).

Donc si l'agriculture paysanne est aussi une agriculture familiale, inversement, l'agriculture familiale n'est plus une agriculture paysanne.



La mise en compétition de systèmes agricoles trop différents

Quoiqu'en aient dit le directeur actuel de l'OMC (Mr. Lamy) et ses prédécesseurs ou d'autres tenants de la libéralisation agricole, les paysans sont les victimes de la dérégulation du commerce agricole. C'est, Marcel Mazoyer², le grand connaisseur des systèmes agricoles dans le monde qui en fait brillamment la démonstration. En effet, aujourd'hui, dans le monde, il y a, d'une part, les paysans africains ou d'Asie du Sud qui travaillent encore à la houe (n'ayant pas été touché ni par la traction attelée ni par la révolution verte) et sont capables de produire par an une tonne de céréales à l'hectare (ha) sur un maximum d'un ha, soit une tonne par an par paysan. D'autre part, il y a les producteurs agricoles des pays qui ont bénéficié de toutes les étapes de la révolution chimique (produits phytos et fertilisants), des générations successives de la mécanisation, ainsi que des avancées dans le domaine de la génétique (et pour certains de la biotechnologie). Les plus « performants » parmi ces derniers producteurs sont capables de produire jusqu'à 10 tonnes à l'ha et sont capables de mettre en production 200 ha, soit au total une production annuelle de 2.000 ha par agriculteur.

Le résultat de la mise en compétition des deux

types de systèmes agricoles caricaturés ci-dessus est connu d'avance. Les paysans sont incapables de faire face aux concurrents qui bénéficient non seulement des avancées « techniques », mais qui bénéficient en outre d'autres avantages compétitifs : disposition d'énormes quantités de terres dont les autochtones ont été chassés (ou en voie de l'être), structures de production latifundistes, conditions de travail et de salaires minimales pour les travailleurs, faibles contraintes environnementales, importants capitaux à disposition, etc.

Quelques producteurs très performants déterminent les prix sur le marché international et influencent tous les marchés

Or ce sont ces producteurs très performants qui approvisionnent les marchés internationaux et qui y déterminent les niveaux de prix. Et, avec le mouvement de libéralisation qui débute avec les ajustements structurels imposés aux pays endettés, ces très faibles niveaux de prix fixés sur les marchés mondiaux - même si ce n'est qu'une très faible partie de la production mondiale, de l'ordre de

15%, qui y circule - vont déterminer les niveaux sur l'ensemble des marchés nationaux et locaux dans le monde. On aura reconnu, parmi les producteurs très performants, des pays comme l'Argentine, le Brésil, la Nouvelle Zélande et d'autres grands pays agricoles, dont le niveau de prix est si faible que tous les autres producteurs dans le monde se trouvent obligés, en l'absence de protection, de travailler en dessous de leurs coûts de production. C'est ce qui explique la raison d'être des aides aux revenus dans l'Union européenne et même aux USA.

Les paysans vivent dans la misère

Il en résulte que les paysans qui approvisionnaient les marchés nationaux et locaux se trouvent confrontés à des prix qui ne couvrent plus leurs coûts de production. Ils vivent dès lors dans la misère et ne sont plus capables d'investir afin de développer, voire de maintenir leurs exploitations. Dès que les importations affluent, ils perdent même pied sur les marchés qu'ils approvisionnaient dans le passé. Pourtant, dans de nombreux pays, ces paysans représentent la majorité de la population et généralement, ils ne disposent pas de la possibilité de développer d'autres activités. Dans ces pays, où l'agriculture est très importante au niveau économique, l'agri-



culture paysanne est vraiment cruciale pour fournir des emplois et des revenus à la population et, dès lors, pour assurer la sécurité alimentaire.

L'abandon du secteur agricole

Face à une telle situation, il est évident que les exploitations agricoles, et en particulier les exploitations familiales et paysannes, doivent être soutenues par les gouvernements au niveau national en premier lieu, mais aussi aux niveaux régional et international.

Pourtant, depuis plusieurs décennies, on a plutôt assisté à l'abandon du secteur agricole, tant sur le plan des apports budgétaires et des investissements publics des pays en développement que de l'aide internationale (notamment des pays de l'OCDE) et de sa protection au niveau des politiques commerciales nationales et internationales. L'idéologie néolibérale a justifié cette situation pendant les décennies passées en répétant son message dogmatique affirmant qu'une ouverture encore plus forte des marchés agricoles au commerce international permettrait de réduire l'insécurité alimentaire dans le monde.

Réduire l'insécurité alimentaire par la libéralisation du commerce agricole ?

Cette idée a été contestée d'une manière sans cesse plus unanime par les organisations paysannes, les organisations de producteurs agricoles, les pêcheurs, les éleveurs, les pasteurs, les peuples indigènes et une grande partie des organisations de la société civile (OSC), parmi lesquelles en particulier les ONG de solidarité avec les pays en développement.

Déjà en 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé par la FAO, le millier d'OSC rassemblées au Forum parallèle disait clairement que les recettes proposées par les gouvernements en matière de libéralisation agricole pour réduire l'insécurité alimentaire étaient, au contraire, la cause du renforcement de l'insécurité alimentaire³. C'est pourquoi ils prônaient plutôt de renforcer le droit

des populations de définir de manière autonome leurs politiques agricoles et alimentaires via la souveraineté alimentaire.

L'agriculture paysanne : soutenue ou abandonnée ?

C'est en 2008, année où culmine une crise des prix alimentaires sans précédent, que le discours dogmatique des gouvernements et institutions intergouvernementales spécialisées va se trouver de plus en plus clairement en porte à faux avec la réalité⁴. En particulier les pays en développement fortement dépendants des importations alimentaires vont se rendre compte de leur vulnérabilité lorsque les prix des marchés mondiaux flambent.

Mais les craintes se généralisent avec l'apparition de nouvelles menaces : hausse de la demande pour les agrocarburants et pour les produits d'alimentation animale en provenance des pays émergents, augmentation de la volatilité des prix agricoles, accroissement démographique, manifestations plus visibles des changements climatiques et spéculation sur les matières alimentaires ainsi que sur les terres et autres ressources agricoles.

Aujourd'hui, l'agriculture paysanne se situe à la croisée des chemins. Alors que, soutenue, elle représente une solution face aux crises actuelles (agricole, alimentaire, climatique et même économique et financière), son abandon entraînerait inexorablement une insécurité alimentaire accrue accompagnée d'une forte instabilité économique et sociale. ●

¹ Daniel Van Der Steen est économiste, coordinateur du Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) et enseignant à l'ICHEC. Le Collectif Stratégies Alimentaires a été fondé en 1984 par 6 ONG belges, dont Entraide et Fraternité, pour aborder les questions agricoles. Devenu indépendant en 1992, le CSA s'est centré sur les politiques affectant le développement agricole et sur le soutien aux organisations de producteurs africains. Il fait aujourd'hui partie de la fédération des agri agences Agricornod.

² Voir notamment : <http://www.fao.org/worldfoodsummit/msd/Y1743f.pdf>

³ Voir la déclaration « Profit for few or food for all » présentée par les OSC au cours du Sommet (disponible au CSA).

⁴ Cfr. les articles sur les discussions au Comité Sécurité Alimentaire face à l'insécurité alimentaire, avec la participation des OSC au sein du mécanisme de la société civile. Pour le dernier article en date, voir : <http://www.csa-be.org/spip.php?article832>

A qui profite le commerce international au Guatemala ?

par Irène Bronzini¹ et Carmelina Carracillo



Une pauvreté rurale affirmée dans une profusion de richesses naturelles, la non reconnaissance des consultations des indigènes alors qu'ils sont majoritaires, une violence accrue envers les femmes et une impunité persistante malgré les Accords de Paix, la signature d'accords de libre commerce en dépit des effets négatifs sur les populations : tels sont quelques-uns des paradoxes du contexte dans lequel évoluent les mouvements et organisations qui défendent les intérêts des paysans et des paysannes.



« La question centrale est celle du comment ne pas mourir ... »

« La question centrale est celle du comment ne pas mourir ... Quel sera demain le capital humain de ce pays lorsque vous voyez le taux actuel de mortalité des enfants ? La sécurité alimentaire est devenue le thème central de ce pays. Le seul moyen de s'en sortir, c'est d'appuyer l'agriculture paysanne. » Ainsi parle un chercheur de l'université Landivar de Guatemala City. Quelques chiffres confirment ces constats. Tandis que le pourcentage de la population souffrant de malnutrition chronique est de 43,4 % (PNUD 2010), celui de la population rurale vivant dans la pauvreté est de 71% (en 2009- FIDA)² et le taux de mortalité infantile atteint 32,6% (FIDA). Par ailleurs, alors que la population paysanne représente la moitié de la population guatémaltèque (7 148 134 sur une population totale de 14 026 947 millions d'habitants - FIDA 2011) et que la moitié de la population active du pays travaille dans le secteur agricole, la part du budget total allouée à l'agriculture est de 2%³.



Les politiques agricoles et commerciales de 1821 jusqu'aux accords de paix (1996)

Lorsque l'on se penche sur l'histoire récente du pays, force est de constater que les politiques agricoles et commerciales menées par les gouvernements successifs, à l'exception d'une courte période, ont toujours favorisé un commerce international profitant à l'oligarchie et aux entreprises étrangères au détriment de la population paysanne, majoritairement composée d'indigènes.

Guatemala : une majorité d'indigènes

La population indigène représente 40 à 50 % de la population totale selon les chiffres officiels, 60% selon les Peuples Indigènes. Quatre ethnies sont présentes sur le territoire guatémaltèque : Mayas, Xincas, Ladinos et Garifunas. Dans la population Mayas, il existe plusieurs lignées/tribus : Kiche, Quetchi, Kaqchiquel, Mam.

Les institutions indigènes ne sont pas encore reconnues officiellement.⁴

Résumons les faits depuis l'indépendance jusqu'aux accords de paix.

- En 1821, avec l'avènement de l'indépendance du Guatemala, les conservateurs au pouvoir, la plupart des « criollos », restent liés aux anciennes institutions coloniales espagnoles. Cette élite maîtrise les terres incultivées et le manque de régulation favorise l'apparition et la reproduction d'une classe de propriétaires fonciers puissants dans les secteurs du café (la future classe « cafetelera ») et du blé (secteurs d'exportation les plus profitables à l'époque). C'est le début des fincas (propriétés foncières destinées à la production de café).

La constitution du Guatemala de 1851 (sous la présidence du colonel Carrera) fixe les critères de citoyenneté notamment selon le droit à la propriété privée. Seuls ceux qui possédaient une propriété (ou la terre) étaient considérés comme citoyens, c'est-à-dire des hommes, instruits et majeurs, soit 0,027 % de la population.



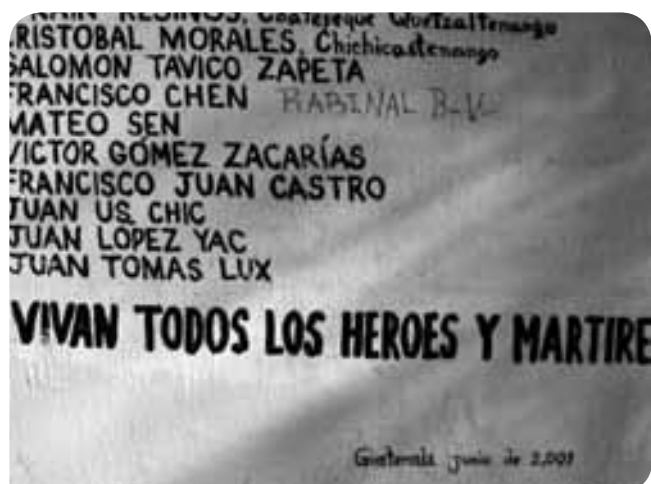
- La nouvelle Constitution de 1879 persévère dans le soutien aux privilèges des classes dominantes notamment en excluant, de la citoyenneté, les analphabètes. La classe « cafetalera » prend une importance capitale dans le pays : on parle d'un Etat oligarchique (Estado cafetalero) qui asseoit son pouvoir par sa structure autoritaire et la propriété terrienne. Il instaure par exemple une loi de travailleurs à la journée qui autorise le recrutement forcé des paysans comme main d'œuvre dans les fincas. L'Etat soutient fortement le marché du café destiné à l'exportation : il fournit un appui à la recherche de technologies de pointe, facilite les communications et octroie des terres à des prix dérisoires⁹.
- Après la crise du marché du café guatémaltèque (chute des prix), sous la dictature de Manuel Estraba Cabrera (1898-1920), se développent des mécanismes d'ouverture aux entreprises étrangères :
 - En 1913 par exemple, la moitié de la production de café guatémaltèque est couverte par des entreprises étrangères (européennes principalement).
 - La plantation massive de bananes pour l'exportation est dans les mains de l'entreprise américaine United Fruit Company (UFCO) qui obtient un monopole et joue un rôle lobby important (y compris dans d'autres pays d'Amérique latine). Avec l'appui du gouvernement (octroi de terres, réduction d'impôts, etc.), l'UFCO augmente ses acquisitions de terres pour aboutir, en 1930, à un contrôle de plus ou moins 40% des terres fertiles du pays. En 1989, l'UFCO prend le nom de Chiquita Brands International.
- A l'époque, on peut estimer que plus ou moins 40% de l'économie nationale est aux mains des entreprises étrangères, car celles-ci ont également le contrôle de services comme par exemple le système ferroviaire (contrôlé par l'UFCO via l'International Railways of Central America) ou la production de l'électricité du pays (Tropical Radio and Telegraph Co.)
- Dans les années 1930/1944, la concession des richesses nationales aux entreprises étrangères se poursuit. La dictature du général Jorge Ubico (qui arrive au pouvoir en 1931) est bien connue pour les mesures répressives exagérées envers les paysans comme la reconnaissance du droit, pour les cafetaleros, de tuer les paysans surpris dans leurs propriétés en délit de « chômage » par exemple. Cette période est aussi celle des mouvements de protestation (étudiants, syndicats, agriculteurs), présages de la révolution d'octobre 1944.
- Suite à cette révolution, une nouvelle constitution est créée (1945) qui établit, entre autres droits égaux, celui du droit à la citoyenneté pour tous. L'arrivée au pouvoir du socialiste José Arevalo (1945-1951) amène plusieurs réformes dans la politique jusqu'alors libérale du pays. Ces réformes vont se poursuivre avec le gouvernement suivant de Jacobo Arbenz Guzman (1951-1954) :
 - Un nouveau code de travail (Codigo del trabajo) est établi en 1947. Il réglemente les relations employeur/travailleurs et reconnaît les droits de ces derniers (droit à former des syndicats, droit de grève, négociations de salaires, etc.)
 - En 1949, une loi (Ley n°712) contraignante vis-à-vis des propriétaires fonciers voit le jour. L'obligation de rendre/louer certaines terres à des paysans expropriés y figure et une réduction du pourcentage de la valeur de la production payé par les paysans aux grands propriétaires est instaurée (10% au lieu des 50% antérieurs).
 - Une réforme agraire (1950) est amorcée. Celle-ci prévoit une répartition plus équitable de la terre. A l'époque, les terres cultivables occupent 55% du territoire et les trois quarts de celles-ci sont aux mains de grands propriétaires. La réforme vise une redistribution d'une partie de ces terres aux paysans sans terre. Des comités agraires défendant les intérêts des paysans employés par les grandes entreprises agricoles se mettent également en place.

Les grands propriétaires fonciers sont contrariés par la formation des comités agraires. Les entreprises étrangères (l'UFCO par exemple) voient leurs intérêts financiers menacés par les résolutions nationales. A cette époque, vient s'ajouter la crainte de la domination idéologique et géostratégique communiste¹⁰. En 1954, le coup d'état conduit par le général Castillos Amas met fin au régime socialiste.

- Depuis ce coup d'état et jusque 1996, les dictatures (militaires) se sont succédées. Parallèlement, des groupes de guérilla se sont formés et en 1982, ils se rassemblent sous l'UNRG (Unité Révolutionnaire Guatémaltèque). Suite à une alternance de répressions/négociations, des accords de paix sont enfin signés le 29 décembre 1996.

Durant toute cette période (entre 1954 et 1996), trois mouvements s'opèrent :

- L'oligarchie agraire reprend ses droits aux niveaux local et national. Les propriétaires fonciers récupèrent les terres données aux paysans.
- Les élites politiques libérales de pays étrangers à la recherche d'expansion économique (USA, Canada, Allemagne, UK, etc.) trouvent un terrain favorable auprès de l'Etat guatémaltèque et des grandes familles foncières traditionnelles heureuses de partager le pouvoir économique avec des investisseurs étrangers.
- L'exportation du café continue de diminuer. En réponse à cette situation, une politique de diversification de l'agriculture guatémaltèque destinée à l'exportation est menée. C'est l'ère des productions massives de coton, de sucre de canne et de viande de bœuf (à la demande des USA).



Les accords de paix : de la bonne intention à l'échec cuisant

« Le résolution du problème agraire et du développement rural est capital et inéluctable pour donner une réponse à la majorité de la population vivant en milieu rural (...). La transformation de la structure, de la possession et de l'utilisation de la terre doit avoir comme but d'intégrer la population rurale au développement économique, social et politique. La terre doit pouvoir constituer, pour tous ceux qui la travaillent, le fondement de leur stabilité économique, de leur bien-être ainsi que la garantie de leur liberté et de leur dignité. » Art. 27

« Le Guatemala nécessite une réforme juridique du cadre agraire ainsi qu'un développement institutionnel dans le milieu rural qui permette de déterminer les abus et dépossession ayant affecté les paysans et surtout la population indigène. La même réforme doit permettre la pleine intégration de la population paysanne à l'économie nationale et elle doit rendre obligatoire une utilisation de la terre qui soit efficiente, durable et en relation avec les exigences du développement. » Art. 37¹³

Depuis les accords de paix (1996) dans lesquels, pourtant, sont prévues des réformes en faveur des populations paysannes et indigènes (voir articles 27 et 37 ci-dessus), ce sont les intérêts de l'oligarchie et des entreprises étrangères qui sont privilégiés au détriment de ceux des populations. La manière dont la question foncière a été envisagée démontre clairement cette tendance.

Avec l'appui de la Banque Mondiale (BM) et de la Banque Internationale du Développement (BID), le gouvernement crée Fontierras, institution pour le financement de l'agriculture qui aurait du promouvoir le crédit en faveur des paysans et légaliser les titres de propriété. Une réforme agraire « via le marché »¹⁴ voit le jour. Fontierras devait donc accorder des prêts aux paysans afin que ceux-ci puissent acheter une surface de terre cultivable. Entre 1997 et 2010, Fontierras a redistribué seulement 4% des terres cultivables à moins de 5% de la population sans terres¹⁵. Par la suite, la majorité des crédits ont été alloués aux multinationales et aux éleveurs de bétail intéressés par le marché foncier. Pour légaliser l'octroi de ces crédits aux entreprises, Fontierras a

modifié plusieurs fois le processus d'attribution des titres ainsi que les conditions légales pour l'achat de terrains. Il fallait par exemple, outre le crédit, posséder des certifications légales et d'autres documents administratifs, ce qui freinait considérablement la participation des paysans vu leur analphabétisme et leurs conditions de vie.

Il faut cependant reconnaître qu'au sein de ce nouveau cadre fixé par la réforme, les femmes étaient reconnues pour la première fois comme bénéficiaires. Comme cette réforme s'est soldée par un échec, peu de projets en faveur des paysans et des paysannes ont réellement abouti. Les décrets sur le foncier continuent de favoriser les hommes : ce sont eux seuls qui se voient attribuer la titularité de la propriété en tant que « chefs de ménage ». Lors de l'usufruit d'une terre, ce sont également les fils qui ont la préférence.

Dans les années 2000, alors que dans le pays, la croissance des investissements étrangers va de pair avec l'augmentation de la concentration des richesses, l'Etat persiste dans l'accroissement de la libéralisation notamment par la promotion de mégaprojets et la signature d'accords de libre commerce.

Au Guatemala, le PIB augmente de 1,4% entre 2004/2008 et le coefficient de Gini évolue de 0,48 en 2000 à 0,54 en 2009, ce qui est principalement dû à l'augmentation des investissements étrangers et à la concentration croissante des richesses. A titre indicatif, 80% des terres arables sont contrôlés par 2% de la population, 92% des petits producteurs occupent 22% des terres disponibles (Census agrario 2003).

Le PIB (produit intérieur brut) représente la valeur globale des produits et services produits destinés aux investissements, exportations et à la consommation. Ce chiffre ne tient pas compte ni de la concentration des richesses ni des disparités régionales.

Le coefficient de Gini mesure l'inégalité des revenus et des richesses : zéro représentant l'égalité parfaite et 1 l'inégalité parfaite.

Les mégaprojets : c'est la paysannerie qui paye !

« Il y a 6 ans, il y a eu un débordement du fleuve. Le gouvernement a fait construire des protections pour la canne à sucre, non pour les gens. Le sujet de son aide d'urgence, c'était la canne à sucre. » Un paysan de Champerico

Les « mégaprojets » sont des initiatives de grande envergure développées grâce à l'investissement des entreprises étrangères avec l'appui de l'Etat, d'une partie de l'oligarchie et d'un nouvel « entreprenariat » guatémaltèque. Ils se réalisent la plupart du temps en dépit du refus des populations ou en obtenant l'accord de celles-ci via manipulations ou menaces. Parmi ces projets, on retrouve les projets hydrauliques¹⁷, les plantations destinées à la production d'agrocarburants¹⁸ et les mines.

« Nous sommes attaqués de toute part : les mines, les monocultures, les projets hydrauliques. Ils mènent leurs opérations d'abord et ensuite, ils s'inquiètent de savoir à qui appartient le terrain. Quand les gens s'en rendent compte, il est trop tard. » Un membre du Consejo Maya Mam

Les plantations de palmiers à huile : qui en profite ?

L'oligopole de l'huile de palme (OPA) est contrôlé par cinq grandes familles criolles¹⁹. Depuis 2009, l'OPA reçoit un appui financier du gouvernement²⁰. L'OPA déclare qu'elle détient 101 784 ha de terres²¹. A ces chiffres qui concernent les terres de récolte, il convient d'ajouter les hectares de terre où le palmier a été semé²². Des chercheurs estiment qu'il s'agirait plutôt de 500 000 à 700 000 ha²³ qui seraient destinés, aujourd'hui, à la culture du palmier à huile.

De manière générale, pour produire le palmier à huile à destination des agrocarburants, les grands propriétaires fonciers louent leurs propres terres aux entreprises ou bien ils contrôlent la production eux-mêmes (et engagent de la main d'œuvre).

Il existe également des accords signés avec les éleveurs de bétail qui vendent des portions de leurs terres - voire des terres appartenant à l'Etat - à l'oligopole de l'huile de palme tout en conservant administrativement le titre de propriété (ou de location). Ces éleveurs n'hésitent pas non plus à menacer ou à corrompre des responsables d'institutions publiques afin d'obtenir des titres de propriété illégaux²⁴. De 2003 à 2009, dans la province de Peten, le pourcentage de terres à destination des pâturages est passé de 35% à 48% et celui destiné à l'agriculture de 40% à 27%.

Dès les années 60, dans le Sud de Peten, les éleveurs de bétail louaient leurs terrains aux paysans migrants pour une période déterminée. Lorsque la terre avait été cultivée pendant plusieurs années par les paysans, les éleveurs reprenaient leurs terres - bien préparées au pâturage - et y plaçaient leur bétail.

Aujourd'hui, certains éleveurs, impliqués dans le narco trafic²⁵, se pressent de blanchir leur argent par le rachat de terres. Selon les chiffres du recensement officiel agricole de 2003, sur 13000 exploitations bovines, seules 2000 (soit 17%) possèdent du bétail alors que l'ensemble de ces exploitations occupe 35 % des terres cultivables.²⁶

« Des anciens militaires sont aussi impliqués dans le narcotrafic. Il y a d'ailleurs des conflits entre cartels guatémaltèque et mexicain. On soupçonne une infiltration au sein de l'actuel gouvernement. Beaucoup de juges sont compromis, corrompus. Ceci engendre une grande violence. Le Guatemala est un des pays les plus violents d'Amérique Centrale avec 17 morts au moins par jour. » Un membre de SERJUS (Servicios Jurídicos y Sociales), organisation partenaire d'Entraide et Fraternité.

Et pendant que les narcotrafiquants, propriétaires criollos et nouveaux commerçants, pour ne citer qu'eux, se disputent ou s'échangent des terres, les familles paysannes, quant à elles, ont toujours de moins en moins l'accès à des surfaces cultivables.

Les paysans et paysannes face aux monocultures destinées à l'exportation

Les conséquences de ce type de cultures sur les populations paysannes sont bien connues (insécurité alimentaire due à la réduction de l'espace cultivable pour les denrées alimentaires de base, emplois mal payés, impacts négatifs sur la santé, etc.)²⁷

« Un problème, c'est que la terre s'appauvrit : la canne à sucre par exemple ne tolère rien d'autre qu'elle. Et si tu vas travailler dans les champs de canne à sucre, tu es engagé pour 4 mois par an. Et si tu as gardé ton lopin de terre à proximité, tu es aussi menacé : lorsqu'ils pulvérisent, ils ne font pas de différence, ils pulvérisent les maisons en même temps que les champs » Un leader paysan de Champerico

L'incidence sur les paysannes n'est pas négligeable non plus. Il faut rappeler que, généralement, les opportunités d'emploi dans l'agriculture commerciale d'exportation entraînent une féminisation de l'agriculture, les femmes acceptant les horaires flexibles et un salaire bien inférieur à celui des hommes pour des tâches équivalentes. Une étude menée sur le rôle des femmes dans la production de cultures d'exportation non traditionnelles dans une région du Guatemala confirme ces constats. On y vérifie que les produits d'exportation concurrencent dangereusement la production des denrées alimentaires de base (comme le maïs et le haricot noir par exemple), pourtant indispensables pour la sécurité alimentaire et l'identité culturelle des indigènes (le maïs est un haut symbole maya). Pour les femmes, il s'agit d'un manque à gagner. Le temps qu'elles consacrent à la culture de ces produits d'exportation (semences et récolte) ne peut plus être destiné à des activités desquelles elles tirent leur propre revenu (le revenu des cultures d'exportation étant généralement perçu par le chef de famille).

Cela signifie aussi un surcroît de travail puisqu'elles tentent, malgré tout, de poursuivre la production de quelques « granos básicos »²⁹ (pour la sécurité alimentaire de la famille) et leur travail d'artisanat (pour un revenu dont elles ont, généralement dans ce cas-ci, le contrôle).



Et l'environnement ?

« Que se passe-t-il dans ce pays en matière environnementale ? Les conséquences se devinent. Il n'y a pas besoin de grandes démonstrations. Lorsqu'on sait que les entreprises de cannes à sucre emploient 60% de la totalité de l'eau du pays par exemple... Et que le secteur entend faire valoir ses droits en matière de mécanismes de développement propres alors que 100 000 hectares de forêts disparaissent par an... » Chercheur à l'université Landivar

La répression des leaders s'opposant aux acquisitions de terres peut s'opérer par la voie de viols et de tortures des femmes de leurs communautés et ce, en toute impunité, malgré la loi sur le fémicide votée en avril 2008³⁰. Il existe aussi une violence familiale effective quoique moins identifiable étant donné les tabous dont elle est encore l'objet. En 2009, on dénombrait 720 morts violentes (ou meurtres) de femmes au Guatemala (Datos de la Policía Civil).³¹ Par ailleurs, 98% de plus de 6000 homicides annuels³² ne sont pas jugés et restent impunis.

Il se peut que certains paysans vendent leurs terres pour acheter de la nourriture ou pour disposer de liquidités par exemple (rembourser des frais scolaires, de santé, dettes, etc.). Certains ont été trompés notamment par la promesse d'un autre terrain en échange du leur : par exemple, on leur fait croire que des terres leur seront attribuées dans le cadre de nouveaux plans gouvernementaux alors que ces terres sont protégées ou appartiennent déjà à un éleveur de bétail. D'autres abandonnent leurs terres parce qu'ils se sentent menacés (pression des corps de sûreté surveillant les plantations, encerclement de la propriété par les plantations, ...). Il arrive aussi que des paysans soient carrément expulsés, réprimés. En mars 2011, à Polochic, il y eut 13 tués, 300 maisons et 100 hectares détruits.



Prenons l'exemple de ces nouvelles plantations de palmiers qui risquent de se développer plus encore à l'avenir. Celles-ci nécessitent un climat humide et bien irrigué. Des parts importantes des forêts tropicales ont été détruites entraînant une perte de la biodiversité, un appauvrissement des terres et des problèmes de sécheresse dus au détournement de fleuves effectué pour irriguer les terres. Or, l'accès à la forêt tropicale fournit traditionnellement aux populations Mayas les ressources en bois de chauffage et de construction.

Malgré les alertes communiquées par des centres de recherche et des organisations de la société civile guatémaltèques, le ministère de l'environnement et des ressources naturelles n'a pas encore réalisé d'évaluation des impacts environnementaux de ces plantations. Aujourd'hui, des entreprises font même reconnaître leurs plantations de palmiers à huile comme forêts pouvant absorber du CO2 dans le cadre de projets des mécanismes de développement propre (MDP), ce qui leur permet d'échapper aux éventuelles limitations de production et de profiter de la vente de crédits carbone. Une entreprise a, par exemple, reçu 5 millions de dollars pour 7 ans de vente de crédit carbone.

Quid des mines ?

Au Guatemala, les études et les témoignages concordent : les industries extractives (métal précieux notamment) sont gourmandes en eau et polluent les rivières entraînant des problèmes de santé chez les habitants des zones proches et tuant ou affectant leur bétail ou petits animaux.

Par ailleurs, à proximité de ces zones d'extraction, on observe une prostitution de mineures issues pour la plupart des régions avoisinantes.

Des chiffres (Mine Marlin/extraction d'or)

- 20 tonnes, c'est le poids de roche soulevée pour l'extraction d'1 gramme d'or
- 200 000 : le nombre de litres d'eau utilisé par heure
- 14 tonnes : le cyanure dans l'eau pour nettoyer l'or
- 1% : le pourcentage des bénéfices de l'entreprise minière donné à l'Etat (alors que la loi de 1996 impose 10%)

Pourtant, localement, il arrive que les familles soient divisées sur le sujet : certains membres étant en défaveur de l'implantation des mines, d'autres étant en faveur de celle-ci (intérêts à court terme, effets néfastes de la mine non encore perçus, influence de leaders indigènes achetés par l'entreprise minière, etc.)

« Quand ils sont venus présenter le projet minier ici, ils ont invité la population à manger. A la fin de la séance, ils ont demandé aux personnes qui avaient mangé de signer en bas d'une feuille. Par après, ils ont fait valoir ces signatures comme étant des manifestations d'accord en faveur de l'installation de la mine ». Une leader de la Pastorale Sociale de San Miguel

Des paysans résistent : plus de 50 communautés réparties dans le pays, soit un million de personnes parmi lesquelles bon nombre de femmes, se sont prononcées contre le développement d'abord des mines, ensuite des projets hydrauliques et des monocultures. Ceci s'est opéré via une « consulta »³³ qui, aujourd'hui, concerne la contestation de l'ensemble des mégaprojets. Or, ce referendum est considéré comme illégal par les autorités officielles. Selon le gouvernement également, refuser la mine signifie nuire à l'intérêt général.

Banque Mondiale et Banque de développement Interaméricaine : des appuis basés sur la logique du Marché

Fidèles à l'idéologie du marché, les institutions financières contribuent, quant à elles, à garantir un milieu favorable aux investissements étrangers dans le pays. Le rapport de la BM sur le Guatemala de 2008 en est une excellente illustration. La BM considère comme positive l'augmentation des flux d'investissements liés aux exportations. Elle se prononce en faveur d'une augmentation des crédits des banques au secteur privé, lesquels parviennent en fin de compte aux grandes firmes (impliquées dans les monocultures par exemple), les paysans étant incapables d'assumer un tel remboursement. L'unique voie de reprise économique appuyée par la BM est celle qui doit s'opérer dans le cadre des règles du marché libéral international. Concrètement, il s'agit notamment d'octroyer de l'argent aux grandes entreprises pour augmenter les exportations et le commerce à l'échelle mondiale. Par ailleurs, aucune page du rapport de la BM n'est consacrée à l'analyse des impacts de ce type de stratégie même si, comme d'habitude, le rapport de la BM met en avant le constat « préoccupant » de la pauvreté, la malnutrition et du manque d'accès aux services de base.

Pour ce qui concerne les financements au développement (années 2008-2012) attribués par la Banque de développement Interaméricaine, ils se sont concrétisés d'une part, par un appui à la demande et d'autre part, par un appui à l'offre.

La Banque de développement Interaméricaine est une institution internationale privée composée de représentants de pays membres de l'UE, d'Asie et d'Amérique, donateurs et actionnaires au sein de la banque. La BID joue un rôle principal dans l'économie guatémaltèque. Au 31 juillet 2008, les financements apportés par la BID représentent 35,8 % de la dette extérieure du pays (soit 4374 millions dollars)³⁴. Considérée comme agence de développement du pays, elle a accès aux réunions gouvernementales où se prennent les décisions importantes en matière de politique publique.

Exigimos
respeto a
nuestras
consultas
comunitarias



Lac où l'or
est purifié grâce
au cyanure

Pour ce qui concerne la demande, il s'agit notamment de l'octroi d'un financement mensuel (bourse) aux familles entrant dans le programme gouvernemental « Mi Familia progresa » - mis en place, il y a 5 ans, dans les municipalités considérées comme les plus pauvres du pays (environ 136). En ce qui concerne l'offre, c'est l'amélioration technique à la productivité qui est favorisée (expansion du service routier et canalisation eau et électricité à destination des grandes entreprises). Les défenseurs de la souveraineté alimentaire (chercheurs, syndicats, mouvements) considèrent que ce sont des stratégies à court terme qui ne résolvent rien. Les familles paysannes demeurent toujours aussi incapables d'assurer l'éducation et la santé de leurs membres, le financement mensuel servant juste à permettre l'accès aux besoins de base comme celui d'acheter de la nourriture par exemple³⁵.

« Une des difficultés dans la sensibilisation des communautés à l'implantation minière a été que le développement des mines s'est fait en même temps que l'avènement de la bourse alimentaire de « mi familia progresa. Les gens ont fait des confusions. » Un membre de CEIBA, Asociación Para la Promoción y el Desarrollo De la Comunidad, organisation partenaire d'Entraide et Fraternité

Plutôt qu'une telle solution, il aurait été préférable de concentrer les investissements sur un programme de réforme agraire intégrale qui aurait permis aux familles de produire et de vendre leurs propres denrées alimentaires et ce, par un accès à diverses ressources.

« Toutes les stratégies du pays sont déterminées au sein du Secrétariat général de planification. C'est là que se prennent toutes les décisions en matière économiques et la BM comme le BID pèsent énormément. » Un membre du réseau sur la Souveraineté Alimentaire du Guatemala (REDSAG)

Les accords de libre commerce : un frein aux stratégies de souveraineté alimentaire

L'Etat poursuit sa logique d'ouverture aux investissements étrangers par le biais de la signature des accords de libre commerce dont le « Dominican Republic Central America Free Trade Agreement » (DR-CAFTA) ratifié par les USA et les pays d'Amérique centrale³⁶ (par le Guatemala en 2005) et les Accords d'Association et de libre commerce entre l'Union Européenne (UE) et les républiques d'Amérique centrale, Pérou et Colombie (AACUE) signés en 2010 et en voie d'être ratifiés en 2012/2013. Dans ces accords de libre commerce, ce qui frappe, c'est la primauté du marché sur les politiques, sans prise en compte des effets sur les populations. On assiste à un anéantissement des outils politiques en mesure d'asseoir tant des stratégies agricoles en faveur du secteur de l'agriculture paysanne que de réelles politiques de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable.

Pour ce qui concerne l'accord avec les USA³⁷

Deux rapports officiels méritent d'être confrontés : celui du département de l'agriculture des USA³⁸ (octobre 2010) et celui du ministère de l'économie guatémaltèque (mai 2011)³⁹.

L'étude américaine évalue les retombées de l'Accord DR CAFTA. Les résultats sont très positifs pour les USA : les exportations de produits agricoles des USA⁴⁰ augmentent et les exportations des USA priment sur celles d'autres pays grâce à l'abattage progressif des tarifs douaniers sur les importations de la part des gouvernements d'Amérique Centrale⁴¹. Pour les USA, il s'agit d'intensifier les échanges, car le risque de la concurrence est forte⁴².

Le rapport guatémaltèque, quant à lui, comparant la situation durant les périodes pré et post-accords DR CAFTA, conclut à des effets négatifs pour l'économie guatémaltèque. Parmi ceux-ci, relevons les suivants.

- Le déséquilibre de la balance commerciale⁴³: les importations de produits agricoles⁴⁴ augmentent

créant une dépendance du pays vis-à-vis des USA en matière de consommation de riz, de maïs et de coton. Les importations relatives aux produits de l'extraction en provenance des USA sont aussi en croissance (17,7% en 2002 à 25,7% en 2010)⁴⁵.

La baisse des taxes à l'importation du maïs des USA a fait perdre à l'Etat guatémaltèque la somme de 137 millions de dollars pour les 5 premières années de la période des accords DR-CAFTA.

- La diversification dans les produits d'exportation guatémaltèque n'a pas été réalisée comme prévu. Seuls les secteurs agricole et minier - vulnérables sur le plan du marché mondial (forte volatilité des prix) - ont connu une forte hausse d'exportation - respectivement de 80,1% et de 411,1% entre 2006 et 2010 -. Pour ce qui concerne le secteur agricole d'exportation vers les USA, les trois principaux produits sont les bananes, le café et le melon/pastèque produits par des monocultures exploitées par de grandes entreprises : 33,8% concernent l'exportation de bananes (maîtrisée par Chiquita - ex UFCO -, entreprise multinationale américaine et dont les chiffres vont bénéficier au PIB des USA) et 28,5 % celle du café (sous la maîtrise de l'oligarchie locale/nationale). Ces produits agricoles ont un grave impact sur l'environnement du fait de l'usage intensif des sols et de l'abus de pesticides et engrais chimiques qui contaminent les petites parcelles où sont cultivés les « granos basicos » par les paysans et paysannes.
- Par ailleurs, la diversification, initialement prévue pour améliorer la qualité de vie des petits producteurs, a été un fiasco pour la plupart des communautés. La production de petits pois ou de brocolis n'a pas apporté le développement prévu dans les communes où elle a été encouragée, le volume de production étant de loin supérieur au volume de la demande/achat et les infrastructures étant insuffisantes à moyen terme (pas d'accès au marché). Au contraire, cette produc-

tion a concurrencé la production des « granos basicos » nécessaires à la sécurité alimentaire des populations⁴⁶ (voir article de J.P. OZAETA).

Pour ce qui concerne les accords avec l'UE,

Les premiers liens de coopération entre l'UE et le Guatemala ont commencé en 1976 dans le but d'appuyer les accords de paix. Depuis la fin de la guerre civile, l'UE a apporté des aides dans les secteurs de la santé et de l'éducation. En 2003, l'UE et les pays d'Amérique Centrale signent un accord de dialogue politique et de coopération. En 2006, les négociations commencèrent pour se clôturer le 19 mai 2010. L'accord est signé en mars 2011. L'aval du parlement Européen ainsi que la ratification par tous les Etats membres de l'UE restent encore à venir. Cet Accord d'Association (AdA) repose sur 3 piliers : le dialogue politique, la coopération et le commerce dans le cadre duquel l'UE fait valoir les traités de libre commerce négociés avec l'ensemble des pays d'Amérique Centrale et Pérou/Colombie.

« En Amérique Centrale, les études d'impact prévoient une concentration de production/exploitation dans certains secteurs (fruits, légumes, noix, biocombustibles, mines, bois), ainsi qu'une réduction dans des secteurs produisant de la valeur ajoutée (transport, industrie, assurances)... Les économies de ces pays dépendront encore davantage de l'exportation de matières premières. Les pays ne peuvent donc pas s'appuyer sur les exportations pour augmenter la croissance et la création d'emploi. »⁴⁷

Les traités de libre commerce avec l'UE prévoient notamment⁴⁸ :

- L'accès des entreprises européennes au secteur des services (électricité, poste, télécommunications) aux





mêmes conditions que les entreprises locales : ce qui entraînera la disparition des PME guatémaltèques actuelles qui perdront une grosse part du marché, car non concurrentielles avec celles de l'UE, les études d'impact sur le développement durable (TSIA)⁴⁹ signalent que ceci risque également d'entraîner une baisse de l'emploi dans le secteur des services.

- Un taux fixe des impôts sur les exportations, ce qui limitera la possibilité de transformer et diversifier sur place. Les exportations d'éthanol guatémaltèque vers l'UE, déjà importantes (87% de la production est destinée à l'UE actuellement), vont se poursuivre, voire s'accroître. Or, des études récentes guatémaltèques ont montré que ces cultures intensives augmentent la pression sur les ressources en eau et modifient l'usage de la terre.
- L'interdiction de l'installation de nouvelles taxes douanières d'importation et de la hausse de celles existantes : ceci donne peu de possibilité aux pays d'Amérique Centrale (AC) de se protéger contre les flux d'importation des denrées alimentaires de l'UE⁵⁰ qui se garantit une belle place sur les marchés nationaux. A terme, est prévisible l'invasion du marché national par les produits européens lesquels vont concurrencer les produits alimentaires de base locaux. Les pays signataires ont une période de 10 ans pour baisser de 92% les droits de douane à l'importation des produits européens. Pour le secteur laitier européen, l'accès sans droits de douane aux marchés des pays signataires est prévu tandis que les opportunités de participation de ces derniers au marché européen sont quasi inexistantes. Les conséquences sur les populations sont faciles à deviner, car elles s'observent déjà au Guatemala : diminution de la production locale avec appauvrissement des petits producteurs, risque de flambée des prix des ressources naturelles et des denrées alimentaires, etc.



Les droits de douane (taxes à l'exportation et à l'importation) sont des instruments politiques publics essentiels qui peuvent avoir pour effet de soutenir la production locale, d'encourager la transformation des produits et la diversification d'activités dans le pays, de promouvoir la création d'emplois, d'appuyer la gestion durable des ressources naturelles et de représenter une source de revenu fiscal (utilisable par exemple pour renforcer les services publics de base). Même si les droits de douane ne sont pas en tant que tels une garantie de développement d'un secteur de production, ils peuvent en tout cas contribuer à protéger le marché interne de ce secteur face à une concurrence extérieure et éviter ainsi une dépendance de ce secteur vis-à-vis de l'extérieur.

Ajoutons que les Accords promeuvent aussi la libéralisation du secteur financier (supérieure à celle européenne) et sont muets sur les mécanismes évitant l'appropriation abusive des ressources génétiques et connaissances traditionnelles.

Conclusion

Ces Accords de libre commerce n'ont pas d'effet positifs sur le bien-être des populations comme en témoignent les évaluations de l'Accord avec les USA (DR-CAFTA), des études prévisionnelles d'impact des accords prévus avec l'UE et d'autres analyses (comme celle du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation⁵¹). Les traités peuvent renforcer un danger existant ou créer de nouvelles menaces : déséquilibre de la balance commerciale en défaveur du pays, pression sur les ressources naturelles comme la terre et l'eau, tensions sociales et déplacements internes dues notamment à l'éviction des paysans de leur terre, augmentation de l'insécurité alimentaire, détérioration de l'environnement, détérioration du tissu culturel.

« Aujourd'hui, pour calmer sa faim, l'enfant se contente de sucer un petit objet de plastique fabriqué en Chine qui coûte à peine 10 quetzales. On importe des produits non traditionnels et traditionnels : bon nombre d'habits brodés aux figures mayas viennent de Chine. » Un membre du Consejo Maya Mam

Le principal défi pour les partisans de la souveraineté alimentaire : tenir bon sur des positions communes

« Tenir bon » en vue de la « défense du territoire »

Face à ces mégaprojets qui portent préjudice aux populations, bon nombre d'acteurs de la société civile (chercheurs, activistes, syndicats, mouvements et associations) appuyés parfois par des fonctionnaires nationaux, la plupart du temps par des réseaux et ONG internationaux mènent des actions dans divers champs (juridique, technique, économique, pédagogique et politique).

« C'est ici, en 2005, que le concept même de « défense du territoire » a été proposé. On a organisé 5 consultations communautaires pour répondre au plan gouvernemental qui voulait imposer l'exploitation de la mine voulue par des étrangers. Aujourd'hui, on peut dire qu'on a pu freiner l'expansion de la mine grâce à tout ce travail de consultation des personnes et aux outils juridiques dont nous disposons comme la Convention 169. » Un membre du Consejo de Pueblos de Occidente (CPO)



La convention n°169 est un instrument juridique international contraignant protégeant les droits des peuples indigènes et tribaux - dont le droit à la participation libre, préalable et informée dans les actions qui les concernent-. Le Guatemala a ratifié cette convention en 1996.

- Cependant, le rapport de force reste inégal entre ces acteurs de la société civile et ceux qui détiennent le pouvoir (politique, économique et médiatique) et qui en abusent (répression, rétention d'informations, manipulations, corruption).



« Nous courons un risque parce que nous sommes contre le gouvernement et les entreprises. Beaucoup de nos compagnons sont poursuivis, persécutés, criminalisés. Mais on continue. Ceci ne nous intimide pas, bien au contraire, ceci nous renforce dans notre action... Il existe une alliance entre les entreprises et le gouvernement. Nous sommes complètement dépossédés. L'Etat utilise ses moyens contre nous (armée, police, institutions publiques) pour réprimer, assassiner les leaders communautaires opposants. Actuellement, il y a ici 60 leaders qui sont poursuivis par les polices de l'Etat et des entreprises. C'est clairement une stratégie de division. » Un membre du Consejo de Pueblos de Occidente (CPO)

- Dans un tel contexte, la sensibilisation et la conscientisation des personnes, pourtant nécessaire à la mobilisation politique, est rendue de plus en plus difficile.

« Les campagnes des entreprises offrent toutes sortes de bibelots pour convaincre les personnes, avoir leur accord. Ils achètent les leaders indigènes pour nous contrer. Les offensives contre nous se multiplient. Lorsque nous manifestons pour la reconnaissance de la consulta comme moyen de pression légal, les personnes qui nous empêchaient d'avancer étaient des indigènes de chez nous. » Un membre du CPO

« Nous autres Mayas, après autant d'années d'exploitation, nous avons une culture de l'obéissance. Nous sommes aussi divisés sur certains aspects. Nous avons des guides spirituels qui vont jusqu'à faire dire à la madre tierra (terre mère) qu'elle permet l'exploitation minière ! » Le coordonnateur d'un réseau d'associations indigènes

« Il y a des personnes qui signent la consulta en portant le tee shirt du parti qui promeut l'entreprise minière. » Un membre du Consejo Maya Mam

- L'expertise exige de plus en plus d'attention et de précision (analyse des impacts des mégaprojets, suivi des politiques commerciales et autres du pays, vigilance sur les accords qui se concluent sans consultation).



- Au sein de la société civile, on retrouve aussi les associations qui défendent les paysannes et les femmes indigènes. Quoique ces organisations peuvent différer sur certains objectifs (certaines étant plus féministes que d'autres), elles s'accordent sur des recommandations spécifiques communes qui, malheureusement, sont encore trop peu prises en compte au sein même de la société civile, y compris « de gauche ».

« Les femmes n'existent pas. Elles n'ont pas de carte d'identité, ne sont inscrites nulle part, n'ont pas de compte en banque. Elles sont plus analphabètes que les hommes, car ce sont elles qu'on enlève de l'école en cas de crise. Il y a une réelle inégalité de salaires entre hommes et femmes pour le même travail. Il y a beaucoup de femmes seules parce que les hommes émigrent. Nous les hommes convaincus, nous essayons de former nos compagnons, mais ce n'est pas chose facile. Nous voyons par exemple au sein de notre syndicat que certains hommes ne sont pas d'accord que leur mère, leurs sœurs, leur femme ou leurs filles participent aux réunions. » Un membre du Comité de Unidad Campesina, organisation paysanne

« On voudrait par exemple nuancer les chiffres de comptabilité nationale avec la prise en compte des critères/impacts environnementaux et sociaux. Nous attirons par exemple l'attention sur les impacts directs et indirects des mines, des productions de canne à sucre sur la nature (laquelle est actuellement en danger et de ce fait, met en danger des populations). Nous critiquons le secteur du sucre qui actuellement est en train de fonder un regroupement en vue d'obtenir des fonds dans le cadre des MDP. » Chercheur à l'université Landivar

- Par ailleurs, la société civile guatémaltèque est loin de se présenter comme un bloc homogène.

« Sous le Front de gauche lors de ces élections, il y a des marxistes chrétiens, des marxistes laïcs, des indigènes, des jeunes de la nouvelle gauche. On retrouve aussi plusieurs logiques : celle des sociaux de développement (les ONG), celle des « légalistes » qui veulent une application des accords de paix, les mouvements indigènes qui revendiquent un gouvernement maya ancestral pas encore reconnu actuellement, mais existant en dehors de la sphère légale. Les analyses manquent peut-être parce qu'il y a eu beaucoup d'intellectuels en exil durant la guerre. Les syndicats se sont organisés en zone urbaine. En zone rurale, les paysans ont été plutôt organisés par les ONG, au sein de mouvements ou associations locales ou provinciales. Il existe trois fédérations paysannes (chacune avec une base indigène ». Un membre de SERJUS

- Toutes ces organisations progressistes se réunissent autour d'un même enjeu : « la défense du territoire », concept fédérateur de stratégies diverses ayant pour but général de faire front notamment contre les acquisitions des terres à grande échelle dans le pays (mégaprojets notamment). Pour ce faire, chacune, individuellement ou avec d'autres, mène notamment des actions de plaidoyer.

« On a obtenu une réunion avec le service agraire afin de faire comprendre, aux fonctionnaires et décideurs, les raisons pour lesquelles l'agriculture paysanne agro-écologique est importante à soutenir [...] Le PAM (Programme Alimentaire Mondial) a envoyé des aliments transgéniques. Nous disons non. Nous voulons des aliments sains. Nous avons obtenu ce que nous voulions à l'exception d'une seule denrée alimentaire. » Un membre de CEIBA, partenaire d'Entraide et Fraternité

« A Solola, il y a 79 communautés et 111 000 habitants. Nous assumons des responsabilités communales depuis 1996. En 2002, nous avons proposé un plan stratégique pour 8 ans avec plusieurs champs reliés (enfance, santé, éducation, femmes, développement économique dont l'agriculture et l'artisanat). En 2011, le renouvellement de ce plan a été adopté jusque 2018 et sera mis en œuvre quel que soit le bourgmestre qui sera élu. » Une formatrice de la COINDI, partenaire d'Entraide et Fraternité

- Ce travail de plaidoyer est parfois renforcé par des actions de mobilisations de masse lesquelles nécessitent parfois de longues préparations et un savoir faire particulier.

« Il faut parler aux gens à partir de ce qu'ils connaissent. Lorsque nous faisons une consultation (un référendum), il n'y a pas de candidats politiques, on réagit sur un problème concret qui les affecte. C'est comme ça que commence la résistance. C'est un processus lent, mais sûr. Ceux qu'on forme formeront nos enfants. » Une femme leader du CPO

« Les éducateurs populaires doivent maîtriser le maya kiche et le castillan. Nous faisons reposer nos actions sur des valeurs propres à la culture Maya Kiche. » Un formateur de CDRO (Contribuyendo al Desarrollo de las Comunidades Rurales de la Region Occidental des Païs), partenaire d'Entraide et Fraternité

- Pour les femmes, le problème est encore plus spécifique.

Le poids de la culture patriarcale peut constituer un frein à leur participation à des sensibilisations, formations et actions politiques et ce, malgré les efforts des animatrices qui, généralement, sont issues de leur culture sinon de leurs communautés et parlent leur langue. Localement, les actions menées sont des campagnes de sensibilisation dans les communautés (femmes et hommes), la formation d'animatrices capables de sensibiliser à leur tour (formations techniques, juridiques et politiques), de l'accompagnement psychologique, de l'incitation à la participation politique, du soutien à la production d'activités génératrices de revenus. Sur le plan national, il s'agit surtout de la formulation de propositions législatives en faveur des femmes. Ce travail d'analyse et de plaidoyer s'opère généralement en réseau.

« Il m'a fallu trois mois pour apprendre à signer. Mais la formation c'est important. Et puis, la femme a aussi le droit de sortir, de manifester. Cela fait partie de la vie. » Une femme membre du Centre Communautaire des Femmes(CCM)

« Si je participe à la formation, c'est parce que je veux aider ma fille à s'en sortir. Et c'est ce qui m'a décidé à devenir leader. Ma fille comme toutes les autres filles de la communauté ont le droit d'étudier ne fut-ce que pour être capable de se défendre. » Une femme membre du CCM

- « Défendre le territoire », c'est aussi être en mesure de prouver que l'agriculture paysanne peut lutter contre la pauvreté si elle dispose de terre et d'infrastructures. Bien des organisations, dont les partenaires d'E&F, appuient des initiatives de production agricole, organisent des foires et des échanges de pratiques entre paysans/nes, développent des banques de semences indigènes, etc.

« Je produis 40 quintaux de tomates en un an dans ma serre. Avec les 15 cuerras (20X20M), nous vivons à quatre familles : celles de mes trois enfants et la mienne. Je vends au marché et des personnes se déplacent pour acheter mes produits ici à la ferme. J'ai aussi des poules, un ou deux cochons. On n'achète rien. J'ai aussi un petit carré de plantes aromatiques. Mais tout ceci est possible car j'ai reçu une petite aide. Et j'aimerais diffuser cet enseignement pour montrer aux jeunes que, comme paysan, c'est possible de vivre. » Un paysan de Totonicapan

Avec l'arrivée au pouvoir de l'ex général Perez Molina du parti d'extrême droite « Patriota » en novembre 2011 il est à craindre que tout ce travail de la société civile soit freiné considérablement.



Défendre une agriculture paysanne durable : ce qu'ils en disent

« Il faut choisir. Si on veut privilégier le secteur de l'agriculture paysanne comme un des secteurs les plus à même de bénéficier aux populations, il faut donc aider les paysans par exemple à acquérir des terres fertiles. Si cela ne se fait pas, il y aura une impossibilité intrinsèque à les soutenir. Que fera le paysan? L'entreprise de palme l'engage 70 jours par an, la canne à sucre, 23. Et le marchand de bétail/narcotraficant lui donne un sombrero, un fusil et des filles. » Chercheur agronome à IDEAR (Instituto de Estudios Agrarios y Rurales)

« Il faut défendre une agroécologie qui vise d'abord l'autosuffisance alimentaire et ensuite destinée au marché. Seule la promotion de l'agriculture paysanne évitera la concentration des terres. Seule l'agroécologie soutiendra le système familial et communautaire indigène. L'autre agriculture n'est tout simplement pas possible à maintenir, car elle a trop d'effets néfastes sociaux et environnementaux. Il faut privilégier la seule agriculture paysanne agroécologique. »
Un membre de mouvement paysan indigène

« Il faut arrêter de percevoir le paysan uniquement comme un « pauvre ». C'est un acteur économique qui doit être pensé comme tel. Or, ni l'Etat ni la coopération internationale ne le considère réellement comme un producteur. On peut y voir une stratégie d'évitement : on refuse de considérer l'agriculture paysanne comme un secteur productif potentiellement rentable. En mettant l'accent sur les manques de la paysannerie, on alimente l'imaginaire collectif sur les incapacités de l'agriculture paysanne et on oriente le problème dans le champ social et non plus ni commercial ni politique. Or, l'agriculture paysanne doit être considérée comme un secteur de production à part entière. »
Chercheur économiste à IDEAR

« Nous devons appuyer l'agriculture paysanne et poursuivre notre travail d'éducation en zone rurale sinon les gens partent pour la ville. On estime que 30% de la population indigène se trouvent actuellement dans la capitale. On ne cherche pas du travail facile. On veut juste avoir les moyens de produire et de vendre, déjà ne fut-ce qu'obtenir une amélioration des infrastructures agricoles... C'est le rôle de l'Etat de répondre aux intérêts des populations » Un membre du Comité de Unidad Campesina, organisation paysanne

« Nous ne pouvons pas nous permettre une coexistence des deux modèles en agriculture. Notre territoire est trop petit. Si les monocultures et les mégaprojets continuent, ils s'accaparent des terres et sans terres, l'agriculture paysanne ne peut exister. On devrait être à même d'acheter des terres pour bloquer les avancées de ces mégaprojets. »
Un membre du réseau pour la souveraineté alimentaire (REDSAG)

Poursuivre le travail sur des positions communes

Malgré les risques de confusion entre les enjeux paysans et les enjeux indigènes, la dispersion entre les mouvements indigènes eux-mêmes, la méfiance entre les mouvements radicaux et les ONG, entre les ONG elles-mêmes (selon qu'elles sont environnementales, humanitaires ou d'éducation) et l'insuffisante prise en compte des revendications des organisations de femmes, les acteurs de la société civile veulent poursuivre le travail ensemble. Partageant des analyses, ils se regroupent autour de quelques recommandations communes « irréductibles » à l'intérieur desquelles certains ont une position plus radicale que d'autres .

Le soutien à une agriculture paysanne durable. Ceci signifie notamment

- Le suivi de la loi sur le développement rural intégral dont le texte a été approuvé par la Commission de l'agriculture en 2009 et qui prévoit une série de mesures en faveur de l'agriculture paysanne
- Une régulation des échanges commerciaux internationaux via, par exemple, un moratoire limitant la superficie de terre destinée aux cultures d'exportation et une obligation de tenir compte, au sein des accords commerciaux, des droits humains dont celui à l'alimentation. Dans ce sens, l'appui à des recherches indépendantes doit être renforcé (contre analyses quantitatives et qualitatives, évaluations indépendantes d'impact de mégaprojets indisposant les paysans et les paysannes, etc.)

La prise en compte des avis des populations quant aux décisions qui les concernent. Ceci signifie la reconnaissance des outils des Peuples Indigènes comme la « Consulta » ainsi que l'appui aux actions de plaidoyer menées au niveau local. Dans ce cadre, il est important de lutter contre la discrimination des filles et des jeunes dans les familles et les communautés notamment par le renforcement des processus de formation continue, d'alphabétisation politique et économique et de la prise en compte des facteurs socioculturels liés aux relations des femmes et des jeunes avec la famille, les communautés et les églises.

Une réforme agraire. Au minimum, il s'agit d'éviter l'expulsion des paysans de leurs terres notamment par une réforme de la loi sur les mines de 1997 (en défaveur des paysans), de la loi d'enregistrement terrienne de 2005 (en faveur des propriétaires ter-

riens) et par un bon fonctionnement d'institutions juridiques agraires. Des efforts doivent être faits afin d'identifier des possibilités de réforme agraire autres que celle effectuée selon le marché et selon une logique individuelle (par la promotion des titres collectifs par exemple). Dans ce cadre, il s'agit aussi de prendre en considération la reconnaissance des droits fonciers pour les paysannes.

Pour les plus radicaux, cette réforme doit être intégrale et accompagnée d'une politique interventionniste et protectionniste face au commerce international. Autrement dit, il s'agit d'une réforme agraire accompagnée d'un appui au marché local et national fort et stable. Une réforme agraire intégrale signifie aussi l'accès à des intrants et services particuliers selon les caractéristiques géographiques des régions, le Guatemala étant un territoire présentant des sous régions aux caractéristiques géographiques très différentes .

Une réforme fiscale qui profite à l'agriculture paysanne.

Les revenus générés par ces impôts devraient être en mesure de réduire la dette vis-à-vis de la BM et du FMI et de favoriser des dépenses publiques en matière sociale. Mais ceci ne signifie pas encore que l'agriculture paysanne serait davantage soutenue. Les déficits sont si grands que, sans une stratégie agricole claire, les mesures en faveur de l'agriculture paysanne risquent d'être concurrencées par la résolution de besoins immédiats. La plupart des dépenses publiques sont financées par la BM et le BID ou d'autres acteurs internationaux.

Cette réforme pourrait avoir les caractéristiques suivantes :

- L'abolition/réduction des privilèges fiscaux pour les entreprises les plus puissantes
- La diminution des primes à la production de ces mêmes entreprises
- L'identification et l'application des critères d'imposition selon les revenus
- Une transparence du mécanisme d'imposition ainsi que du système d'administration (programme anti évasion)
- Une augmentation des impôts sur le revenu et sur l'immobilier (13%)
- La négociation de la dette publique vers des fonds publics.

« Pour ce qui regarde la réforme fiscale, nous devons être attentifs à ce que la réponse ne soit pas de formaliser les » informalisés » (pénaliser l'économie informelle qui fait vivre de nombreuses familles par le biais des femmes notamment) et veiller à ce que les impôts ne sévissent pas dans le secteur social, éducatif et de santé.» Une chercheuse à AVANGSO (Asociación para el avance de las ciencias sociales en Guatemala)

« C'est plutôt le système économique général qu'il faut remettre en question. Ce modèle économique est absolument incohérent avec une réforme agraire et une stratégie de souveraineté alimentaire qui génère de l'emploi. Il faut envisager rapidement une redistribution des richesses, le paiement juste des salaires, passer d'un commerce juste à un commerce avec justice. On ne doit pas se contenter d'augmenter la production, mais établir des protocoles de production agroécologiques où les droits humains sont respectés. » Un leader paysan

Le respect de la démocratie et des droits humains, ce qui signifie au minimum :

- La révision du code de travail agricole et des règles environnementales ainsi que la révision du code de travail domestique
- La lutte efficace contre la violence notamment en luttant contre la criminalisation de la protestation sociale avec une attention particulière à la violence faite aux femmes (suivi de l'application de la loi contre le fémicide) ; en renforçant le système judiciaire contre l'impunité
- Le respect des conventions internationales ratifiées par le Guatemala (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes) ●



¹ Volontaire au Service Politique d'Entraide et Fraternité, étudiante en Master Etudes de Développement à l'ULB.

² Pour les références FIDA : <http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/country/statistics/tags/guatemala>

³ Et le taux d'exemption fiscale est un des plus élevés de la Région.

⁴ Actuellement, les institutions indigènes ne sont pas reconnues par l'Etat. Cependant, parallèlement aux institutions légales officielles, des « conseils indigènes » existent déjà (au niveau local, régional et national par exemple) et oeuvrent dans trois champs : la justice, la défense du territoire et la spiritualité.

⁵ La conquête du pays par l'Espagne date de 1523.

⁶ De souche espagnole.

⁷ Decreto de ley 177 - avril 1877 en vigueur jusqu'en 1920 quoique abrogée en 1894.

⁸ Appel à des experts de Colombie et de Costa Rica.

⁹ Une recension de 1890 note que la moitié des fincas au Guatemala étaient des plantations de plus de 100 000 arbres, ce qui faisait du Guatemala le pays d'Amérique centrale où les terres à plantation étaient les plus étendues. (PNUD 2010)

¹⁰ Cette peur est nourrie notamment par les USA.

¹¹ Selon l'agence internationale pour le développement, 550 000 hectares retourneront aux anciens propriétaires – PNUD Guatemala 2010

¹² L'Acuerdo sobre Aspectos Socioeconomicos y Situacion Agraria (AAS-SA), l'Acuerdo sobre Identidad y Derecho de los Pueblos Indigenas (AIDPI) et l'Acuerdo por el Resanamiento de las Poblaciones Desarrigadas por el Conflicto Armado Interno (ARPDCAI)

¹³ Acuerdo sobre los aspectos socioeconomicos y Situacion Agraria, cap. III : situation agraria y desarrollo rural, Marzo 1995.

¹⁴ Ce qui consiste à acheter des terres selon les règles du libre marché.

¹⁵ M. ZANDER, J. DURR, LDPI, « Dynamics in land tenure, local power and the peasant economy : the case of Peten Guatemala », Conference on Global Land Grabbing, 6-8 avril 2011.

¹⁶ O. DE SCHUTTER (2009), Special Rapporteur on the right to food, Report on the mission to Guatemala, September 2009 in Nations Unies, Assemblée Générale, Conseil des droits de l'homme, A/HRC/13/33/Add.4.

¹⁷ L'entreprise italienne ENEL développe un de ces projets.

¹⁸ L'UE et les USA n'ont pas suffisamment de terres pour répondre à la demande interne d'agrocarburants. Or, la Directive européenne avril 2009 prévoit un usage obligatoire de 10% d'agrocarburants en Europe et la demande de remplacement du carburant fossile par les agrocarburants aux USA est forte. Par ailleurs, les USA et l'UE veulent rendre « durable » la production d'huile de palme et orientent la discussion autour des critères/schémas de durabilité, mais ces certifications restent sous le contrôle des entreprises et n'ont aucun aspect contraignant. Ils ne garantissent ni la protection des paysans sur leur terre ni les conséquences néfastes environnementales.

¹⁹ L'une d'entre elles commerce avec les banques et sociétés d'investissement américaines Goldman Sachs et Carlyle Group.

²⁰ Via le programme de développement rural (ProRural) mis en place dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Sécurité Alimentaire !

²¹ 60% des cultures destinées à la production d'huile de palme pour la production d'agrocarburants se trouvent dans la région Nord du pays où 77% des habitants sont paysans et indigènes.

²² Quatre années sont nécessaires à la croissance du palmier.

²³ A.A. Fardejas, LDPI, « Expansion of oil palm agribusinesses over indigenous-peasant lands and territories in Guatemala : fuelling a new cycle of agrarian accumulation, territorial dominance and social vulnerability », Conference on Global Land Grabbing, 6-8 avril 2011.

²⁴ De grandes familles connues appartiennent à ces « narcos-gadneros » et poursuivent leurs activités en toute impunité.

²⁵ Le Guatemala participe du « couloir » géostratégique entre l'Amérique latine et le Mexique/les USA.

²⁶ La viande produite est destinée à l'exportation vers les milieux urbains du Guatemala et vers l'étranger.

²⁷ Voir article suivant de J.P. OZAETA.

²⁸ GAUSTE Susan, OZAETA Juan Pablo (2011), « Produccion de cultivos de exportation no tradicional en Chichoy Alto : el rol de las mujeres », Instituto de estudios Agrarios y Rurales, Coordinacion de ONG y Cooperativas, Guatemala.

²⁹ Les « granos basicos » (graines de base) sont les céréales et légumineuses traditionnellement consommées par les Guatémaltèques (tous les maïs aux diverses couleurs et les haricots noirs par exemple).

³⁰ Ley contra el femicidio y otras formas de violencia contra la mujer, entrée en vigueur le 15 mai 2008.

³¹ CIFCA (2010), Informe ejecutivo de investigacion sobre el cumplimiento

de la ley de femicidio y otras formas de violencia contra la mujer en Guatemala.

³² En 2008, 6244 morts « violentes » sont comptabilisés (Statistiques de la Policía Nacional Civil).

³³ Sorte de referendum, la « consulta » consiste à demander aux populations (indigènes) de prendre position sur une action qui les concerne.

³⁴ Comite de programacion, GN-2501, « BID : estrategia de Pais con Guatemala 2008-2011 », Nov. 2008, BID.

³⁵ Les bourses alimentaires peuvent être utilisées comme des objets de « chantage » comme cela s'est produit lors des élections de 2011 (« votez pour X ou vous dites adieu à votre bourse alimentaire »).

³⁶ El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine, Costa Rica.

³⁷ Pour une analyse plus complète, voir l'article de J.P. Ozaeta.

³⁸ United States Department of Agriculture, fact sheet on DR-CAFTA, September 2009.

³⁹ Ministerio de la economia, « Evaluacion de la relaciones comerciales entre Guatemala y los Estados Unidos de America 2002-2010 », vice ministerio de comercio exterior direccion de analisis economico, actualizacion Mayo 2011.

⁴⁰ Le DR CAFTA est dans le top des 10 premiers marchés d'exportation agricole des USA : 1,9 billions dollars d'exportation de produits agricoles en 2005 contre 3,07 billions en 2009 – Tous les pays d'Amérique Centrale exportent vers les USA des produits agricoles pour 2,6 billions, donc, en moyenne par pays : 0,43 billion.

⁴¹ Le DR CAFTA supplante la croissance des exportations du Canada, du Mexique, de la Chine et du Japon.

⁴² Les Accords de libre commerce entre les pays d'Amérique centrale et l'UE sont perçus comme une réelle menace.

⁴³ Pour la période 2002/2006, le déficit de la balance commerciale Export/Import guatémaltèque s'élevait à 4 353 millions dollars et en 2006/2010, il est monté à 8530 millions dollars (la différence entre les niveaux d'importation et d'exportation a augmenté de 96%), les importations en provenance des USA représentent la part la plus importante.

⁴⁴ Les importations en provenance des USA ont augmenté de manière constante notamment à cause de la chute des droits de douane sur les produits agricoles et industriels américains. 80% des produits agricoles importés concernent le riz, le blé, le maïs, le coton.

⁴⁵ 86% de ces produits sont des dérivés du pétrole.

⁴⁶ Voir article de J.P. OZAETA.

⁴⁷ Collectif de réseaux (ALOP, OIHDACO, APRODEV, CIFCA, GRUPO SUR), Document informatif pour les Députés au Parlement Européen, Juillet 2011.

⁴⁸ Collectif de réseaux (ALOP, ...), Op Cit.

⁴⁹ ECORYS (2009), « Trade Sustainability Impact Assessment of the Association Agreement to be negotiated between the EU and Central America. »

⁵⁰ Un processus particulier peut être mis en place pour prouver que les produits d'origine étrangère causent un dommage à la production nationale, mais ce processus n'est valable que durant 4 ans.

⁵¹ Olivier DE SCHUTTER (2009), Op Cit.

⁵² Par exemple selon qu'ils veulent amender ou remplacer la Constitution du pays.

⁵³ Comision de Agricultura, Ganaderia y Pesca, Congreso de la republica de Guatemala, Iniciativa 4084, Ley del sistema nacional del desarrollo rural integral, Octubre 2009.

⁵⁴ Par exemple, le gouvernement actuel distribue les mêmes fertilisants à tous les paysans. Or, la géographie du pays est très diversifiée, les fertilisants doivent tenir compte des spécificités régionales des sols.

⁵⁵ Ley contra el femicidio y otras formas de violencia contra la mujer, Decreto 22-2008

Accords de libre commerce et entreprises agro-alimentaires au Guatemala

Davantage d'or jaune, noir et vert... et moins de nourriture

Le 1^{er} juillet 2011, c'était le 5^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les Etats-Unis d'Amérique : le DR-CAFTA. Quels impacts de ce Traité au Guatemala ?

par
Juan Pablo OZAETA¹

En 2010, au Guatemala, les importations en provenance de son principal partenaire commercial, les USA, représentaient 4,5 milliards de dollars tandis que les exportations vers les USA étaient de 3,2 millions. Ceci a causé un déficit d'1,3 milliards pour le pays.

Généralement, les produits d'exportation requièrent une forte exploitation des ressources naturelles, occupent de grandes superficies de terre et affectent l'économie paysanne.

« En 2010, on a enregistré des exportations d'or vers les USA pour un montant de 227,8 millions de dollars. »

Dans l'industrie extractive, les produits les plus importants sont le pétrole et les métaux précieux (avec, en tête, l'or et l'argent). En 2010, on a enregistré des exportations d'or vers les USA pour un montant de 227,8 millions de dollars et d'argent pour un montant de 523 millions.

En raison des accords de libre-échange comme le DR-CAFTA, l'industrie minière de métaux s'est développée malgré l'opposition marquée par de plus d'une cinquantaine de communautés – en majorité des populations indigènes – aux industries extractives lors de consultations communautaires réalisées dans le cadre de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail – OIT. Ces

consultations n'ont pas été reconnues par le gouvernement central.

En agriculture, les trois principaux produits d'exportation vers les USA sont la banane, le café et le melon, produits à travers le pays en monoculture dans de grandes exploitations. En plus d'avoir un impact environnemental du à l'utilisation massive d'intrants chimiques, cette situation a de graves conséquences pour les petites plantations de « granos basicos »² que la population paysanne cultive pour sa consommation.

« L'industrie extractive de métaux utilise de grandes quantités d'eau, pollue les rivières et produit des explosions dont les déflagrations détruisent les habitations. »

Alors que l'industrie extractive de métaux utilise de grandes quantités d'eau, pollue les rivières et produit des explosions dont les déflagrations détruisent les habitations, les monocultures de canne à sucre et de palme africaine³ se sont répandues au point de contraindre des communautés paysannes à se déplacer vers des terres peu productives. En 2010, selon les calculs de l'Institut d'Etudes Agraires et Rurales (IDEAR), 29% de la superficie consacrée auparavant à la culture de « granos basicos » est occupée par des cultures de palme africaine.

« Ces familles sont contraintes d'acheter de la nourriture dont le prix varie selon le marché international. Cette situation pourrait plonger ces populations dans la famine. »

Le traité DR-CAFTA a non seulement des impacts négatifs sur les ressources naturelles, mais les emplois qu'il peut engendrer sont mal rémunérés et de très courte durée. Cette situation a également un impact négatif sur la productivité et la rentabilité de la culture des « granos básicos » dont les conséquences pour les familles sont réelles. Beaucoup de familles affirment que la production de « granos básicos » destinés à leur subsistance permet une sécurité alimentaire familiale pour une durée de trois ou quatre mois tout au plus. Le reste de l'année, ces familles sont contraintes d'acheter de la nourriture dont le prix varie selon le marché international. Dans le pire des cas – chute continue de la production et explosion de prix sur le marché international –, cette situation pourrait plonger ces populations dans la famine.

« En 2010, le Guatemala a importé 70% de la consommation de riz, 28% de la consommation de maïs et presque 100% de celle de blé. »

Cette dépendance du Guatemala au marché international se reflète dans les pourcentages des produits consommés qui sont importés. En contraste avec la production nationale des « granos básicos », les données sur les importations indiquent qu'en 2010, le Guatemala a importé 70% de la consommation de riz. De même, il a importé 28% de la consommation de maïs et presque 100% de celle de blé. Cette perte de souveraineté dans la production alimentaire est causée par la libéralisation du commerce et le manque d'appui de l'Etat à la production paysanne de denrées alimentaires de base. Le prix de ces denrées a augmenté au cours de ces dix dernières années.

Il est paradoxal que le Gouvernement du Guatemala, pour pallier la crise des prix des « granos básicos », ait décidé d'ouvrir davantage ses frontières aux importations de ces produits au lieu d'en promouvoir la production par la paysannerie (le maïs jaune par exemple). Cependant, cette « marginalisation » de l'agriculture paysanne ne s'explique pas seulement par l'avènement des monocultures. D'autres

dynamiques dérivées de la libéralisation commerciale, et en particulier du DR-CAFTA, ont influencé le démantèlement de l'agriculture paysanne.

« Le traité a en effet favorisé l'émergence et le renforcement des « agronegocios » ou entreprises agroalimentaires. »

Le traité a en effet favorisé l'émergence et le renforcement des groupes corporatifs connus sous le nom d'« agronegocios » ou entreprises agroalimentaires. Ceux-ci se diversifient généralement dans une même chaîne agroalimentaire et obtiennent une position dominante sur le marché. Ces entreprises s'approvisionnent presque uniquement sur les marchés internationaux, participant activement à la marginalisation des productions paysannes nationales. Voici deux exemples.

Exemple 1. Le groupe MASECA : en cinq ans d'application du DR-CAFTA, le Groupe Maseca a capté entre 90 et 95% du contingent⁴ de maïs blanc. L'entreprise a utilisé deux personnalités juridiques différentes pour avoir un accès élargi au contingent. En 2010, Gruma-Maseca a obtenu presque 100% des 38.300 tonnes importées de maïs blanc. La stratégie de ce groupe est de maîtriser l'ensemble de la chaîne alimentaire : le contrôle du contingent de maïs blanc, la transformation de ce maïs en farine et enfin, la fabrication de tortillas. Il existe des coopératives qui produisent de la farine de maïs, mais contrairement au groupe Maseca, elles ne parviennent pas à couvrir le marché national parce qu'elles n'accèdent pas aux maïs importés. Or les tortillas traditionnelles faites avec du maïs « nixtamalisée »⁵ représentent une concurrence sérieuse pour le groupe⁶.

Donc, malgré les prix internationaux élevés, le groupe Maseca préfère importer du maïs blanc et maîtriser le contingent d'importation ainsi que la transformation en farine industrielle, il a donc tout intérêt à décourager la production de maïs nixtamalisé.

Exemple 2. Le groupe avicole : au Guatemala, il y a deux entreprises guatémaltèques dont le pouvoir économique et politique sont énormes : les groupes Villalobos – de la puissante *Corporación Multi-inversiones* et la marque *Pollo Campero* – et le Groupe FRISA.

Ensemble, ces deux entreprises détiennent une part de marché estimée à 70-80%. Elles brassent chaque année des volumes équivalents à 50% de tout le des importations autorisées par le DR-CAFTA, et notamment en ce qui concerne l'alimentation des ovains, composé de maïs. Dans les années 80, le Guatemala était auto-suffisant en maïs jaune. Actuellement, il dépend de son importation (72%). Le secteur avicole a été un des principaux groupes à appuyer la libéralisation douanière des « granos basicos » parce qu'il pouvait bénéficier des prix du maïs subventionné par les USA. Ces groupes font actuellement face à l'escalade du prix du marché international et à la concurrence des poulets en provenance des USA sans droit de douane.

« La production de cultures non traditionnelles a été un échec. »

Malgré les promesses du Traité de développer un secteur de l'agriculture paysanne tourné vers l'exportation de cultures spécifiques, et donc de générer de bons niveaux de revenus pour les petits producteurs, on observe que la production de ces cultures d'exportations dans les quelques communautés étudiées a, au contraire, enregistré une perte considérable. Ces cultures concernaient par exemple des légumes comme le brocoli, les pois mange-tout et d'autres variétés de petits pois. Dans des municipalités comme Patzún et de Chimaltenango, ce fut un échec. Le volume de la production fut de loin supérieure au volume effectivement acheté.

Dans ces communes, il a été observé qu'à moyen terme, ces cultures appelées « non traditionnelles » sont rentables à la condition que ceux et celles qui les cultivent disposent de capitaux (propres ou prêtés) et d'infrastructures nécessaires. Par ailleurs, on a remarqué que ces productions non traditionnelles ont tendance à concurrencer la production des « granos basicos ». Ceci représente une double menace : sur le plan alimentaire et sur le plan culturel. Il faut également signaler que, malgré les prix internationaux élevés des « granos basicos », les Etats-Unis continuent de subventionner leur production de maïs : durant les 5 ans d'existence du DR-CAFTA, ils ont payé un montant de 21,6 milliards de dollars à leurs producteurs de maïs. Par ailleurs, au cours des 5 premières années du DR-CAFTA, en raison de la libéralisation douanière du maïs, le Guatemala a enregistré des pertes fiscales d'un montant de 137 millions de dollars.

Conclusion : les accords de libre commerce comme le DR-CAFTA bénéficient seulement à quelques groupes nationaux et étrangers et portent préjudice à l'économie paysanne, affectent la production de denrées alimentaires nationales et ont des effets négatifs sur les consommateurs.

Les nouveaux accords en cours tels que l'Accord d'Association avec l'Union européenne risquent également d'avoir un impact négatif sur la vie des populations rurales en raison, entre autres, des investissements dans les industries extractives.

Pour favoriser l'accès de la population aux denrées alimentaires, l'Etat devrait soutenir la production de celles-ci par l'agriculture paysanne et régulariser la tenure de la terre. ●



¹ Guatémaltèque, historien et licencié en communication, Juan Pablo OZAETA est chercheur et activiste au sein d'un collectif national d'Organisations paysannes de son pays.

² Céréales et légumineuses comme le maïs et le haricot noir, qui constituent l'alimentation de base des Guatémaltèques

³ Dont est extraite l'huile de palme

⁴ Contingent : Quantité de marchandises autorisées à l'importation

⁵ La nixtamalisation est un procédé très ancien qui consiste à cuire les grains de maïs dans de l'eau de chaux (ou plus traditionnellement un mélange de cendres de bois et d'eau) afin d'en ôter la coque externe transparente. Le produit issu de ce processus est appelé nixtamal. L'eau de chaux lui confère un goût caractéristique. Les Guatémaltèques préfèrent de loin les tortillas nixtamalées aux autres industrielles.

⁶ Elles sont une valeur nutritionnelle supérieure aux industrielles et sont davantage appréciées par les Guatémaltèques.

Un autre modèle agricole au Nicaragua : la lutte continue

François Delvaux
avec la participation de
Thomas Englebert* et
Caroline Baudoin**



Entre une agriculture industrielle destinée à l'exportation et une agriculture paysanne bénéficiant aux petits producteurs et aux populations : le choix se pose-t-il encore en ces termes au Nicaragua à l'heure actuelle? Alors que l'histoire du Nicaragua a porté longtemps la première comme dominante, le gouvernement actuel développe aussi des programmes visant à réduire les problèmes de faim que connaissent les paysans. Mais aujourd'hui, comment établir de telles politiques dans un contexte

économique international (libéralisation, accords de libre échange, ...) qui réduit fortement la marge d'action de l'Etat ? Comment se positionnent la société civile et les populations ?



L'agriculture à travers le prisme de l'histoire

De la colonisation à la révolution

Le Nicaragua est, comme la plupart des autres pays d'Amérique centrale, conquis à partir du XVI^{me} siècle par les Espagnols. La population indigène est soumise, et un système agricole dual est mis en place : c'est le couple *latifundio/minifundio*¹ : quelques grands propriétaires contrôlent de vastes espaces, et emploient une majorité de paysans qu'ils exploitent. En échange, de leur travail, les paysans reçoivent pour leur subsistance une terre à cultiver. Au début du 20^{me} siècle, Zelaya, alors président (1895-1909), restructure l'économie nationale autour de la production de café dont les prix attractifs sur les marchés internationaux sont alors croissants. Terres et main d'œuvres sont donc réaffectées à une production agricole vouée à l'exportation, ce qui conduit à une baisse dans la production alimentaire domestique².

Avec la dictature des Somoza (1936-1979), l'agriculture d'exportation se voit renforcée : les politiques promues par la dynastie de dictateurs entraînent l'accélération de la concentration des terres et font chuter la quantité de nourriture destinée au marché domestique. La politique alimentaire, axée sur l'importation de nourriture à bas prix (*cheap food policy*), va de pair avec un investissement massif dans la culture d'exportation.

L'Etat focalise son soutien au secteur de l'agrobusiness, au détriment des petits propriétaires, considérés comme négligeables dans le modèle de développement du pays³. En 1960, 39% des revenus externes du pays proviennent du coton et 35% du café⁴ : Le secteur agricole participe activement à la croissance du pays.

Par contre, en termes d'accès à la terre, cette politique a des impacts négatifs, les cultures spécifiques

(et particulièrement celle du coton) exigeant de grandes surfaces afin d'être rentables. Un autre effet de cette politique est une dépendance accrue du Nicaragua au marché international pour alimenter sa population, et le déclin de l'agriculture vivrière destinée à la consommation domestique.

Le coût humain d'une telle politique est par ailleurs considérable :

- La malnutrition double entre 1965 et 1975⁵ et plus de 50% de la population souffre d'insécurité alimentaire⁶
- En 1978, 37% de la population économiquement active est sans terre. Plus de la moitié de celle-ci ne trouve pas d'emploi permanent⁷.

L'argent gagné par l'Etat grâce à cette politique d'exportation est réinvesti dans la modernisation de l'agriculture afin d'en augmenter la production tout en réduisant les coûts⁸.

Depuis sa colonisation, et malgré quelques redéfinitions dans l'usage et la tenure des terres, l'agriculture nicaraguayenne reste duale : de grands domaines exportateurs de denrées dans les *latifundios*, et une économie de subsistance dans les *minifundios*. Répartition inégale de la terre et forte dépendance vis à vis des marchés internationaux : telles sont les composantes du contexte dans lequel la révolution sandiniste va voir le jour.

La révolution

Dès 1927, Sandino mène une guérilla contre les États-Unis⁹, et contre la dictature. En 1960, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) est fondé, et commence une guérilla contre les Somoza. Les succès du FSLN demeurent limités. Néanmoins, à la fin des années 70, les excès de la dictature favorisent le mécontentement d'une partie de la bourgeoisie qui s'allie au FSLN. Cette union de l'opposition renverse la



dictature le 19 juillet 1979. Rapidement, des dissensions apparaissent du côté des vainqueurs, ce qui mène à la dislocation de leur union. Le FSLN monopolise dès lors le pouvoir, appliquant une politique de type marxiste-léniniste.

La réforme agraire est une réalisation importante et controversée du FSLN : le parti confisque les terres des familles proches de la dynastie Somoza, et les redistribue par le biais de corporations publiques. Centrée sur la sécurité alimentaire – cette réforme vise notamment l'autosuffisance dans la production des denrées alimentaires de base¹⁰ –, elle concerne 34% des terres arables, dont seulement 12% seront effectivement redistribuées. De nombreux paysans s'opposent à cette réforme¹¹, alimentant les rangs de l'opposition.

Le renversement des Somoza ne signifie pas pour autant la fin des luttes armées. Une guérilla d'opposition au FSLN, financée par les États-Unis, plonge le pays dans une guerre civile qui durera une décennie – elle prendra fin après la victoire électorale en 1990 de l'Union Nationale d'Opposition (UNO¹²). Au sortir de la guerre, la dette du Nicaragua est conséquente et son remboursement « est l'une des raisons principales de l'incapacité du gouvernement nicaraguayen à satisfaire les besoins fondamentaux de la population. Entre 1994 et 1998, le gouvernement a consacré en moyenne 51% de ses revenus annuels au paiement de la dette, plus du double des budgets alloués à la santé et l'éducation réunis »¹³. Le poids de cette dette favorisa l'intervention des créanciers internationaux et leurs ajustements favorables à l'application de politiques néolibérales.

La période néolibérale (1990-2006)

Après la victoire de l'UNO, les acquis de la révolution sont rapidement déconstruits : les salaires perdent un tiers de leurs valeurs, l'Etat licencie massivement, la santé est privatisée, et les impôts indirects augmentent. A la faveur de l'ambiguïté des lois sensées sécuriser la validité des nouveaux titres de propriété, la plupart des terres redistribuées sous la réforme agraire sont récupérées par leurs anciens propriétaires ou par de nouveaux. Nombre de ceux-ci réussissent, en plus de récupérer leurs terres, à toucher l'indemnité octroyée par le gouvernement à ceux ayant perdu leurs terres durant la réforme¹⁵. La réforme agraire eut donc un impact limité.

Durant cette période, la dépendance du pays au commerce international (pour l'export de ses matières premières et l'import de l'alimentation nécessaire à

sa population) est renforcée par la signature du traité de libre-échange avec les États-Unis (2005).

Cette domination du paysage politique par les libéraux s'achève en novembre 2006, lorsque le FSLN est à nouveau élu au pouvoir. Est-ce que ce changement politique viendra transformer la manière dont est géré le pays ?

Le Nicaragua à l'heure de la globalisation

Depuis son ascension au pouvoir, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), mène une politique paradoxale visant à satisfaire ses créanciers internationaux – par des politiques d'austérité – et la population – par des politiques redistributives. Concrètement, le pays connaît deux formes de globalisation (Thomas Muhr, 2008¹⁶). L'une concerne une globalisation néolibérale imposée par les institutions internationales. L'autre est basée sur une économie coopérative. Entreprise d'abord par les pouvoirs locaux nicaraguayens, cette seconde se traduit par divers accords passés avec l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA)¹⁷. Dès son ascension au pouvoir, Ortega – leader depuis les années 80 du FSLN – pose deux gestes forts qui inscriront les politiques des cinq années suivantes dans la poursuite paradoxale de ces deux formes de globalisation. En 2007, il annonce l'entrée officielle du pays dans l'ALBA, année qui correspond également à un accord sur un 5ème plan d'aide orchestré par le FMI.

On peut dès lors se demander avec Cécile Lamarque, membre du CADTM, « comment Ortega*** pourra fournir des emplois, des soins de santé et une éduca-



tion pour tous tout en respectant les limitations budgétaires imposées par les argentiers de Washington [...]. Ortega pourra difficilement à la fois combattre la pauvreté et préserver les intérêts des capitalistes»¹⁸. Pourtant, c'est bien sur ces deux fronts qu'Ortega agira. Cinq ans plus tard (en 2011), Ortega est réélu à la présidence – engrangeant un bond de presque 30% des voix. Derrière cette victoire se trouve ce paradoxe d'un ex-parti révolutionnaire tentant de concilier austérité économique et développement de programmes sociaux.

Des politiques néolibérales

C'est par ses accords avec le FMI ainsi que par ses accords de libre échange avec les Etats-Unis et l'Union Européenne, que le FSLN s'inscrit pleinement dans la globalisation néolibérale.

A) Le FMI et l'ajustement structurel : une souveraineté bafouée

Le dernier plan accepté par le FMI s'est basé sur un budget élaboré par Bolaños, le prédécesseur d'Ortega. L'accession du FSLN au pouvoir n'a entraîné que des changements à la marge dans ce budget, alors que son programme électoral variait pourtant grandement par rapport à celui de son prédécesseur libéral. Cela démontre la puissance d'une institution telle que le FMI. Comme le souligne Adolfo Acevedo Vogl¹⁹, celle-ci fait usage de son formidable outil de pression (l'octroi ou non d'un prêt) afin d'intervenir sur la confection des budgets nationaux, allant jusqu'à imposer l'introduction de lois et la modification de la Constitution comme conditions.

Sous couvert de stratégies de réduction de la pauvreté, ce sont la solvabilité de l'Etat envers ses créanciers internationaux et nationaux et l'accroissement des revenus du secteur de la finance et des entreprises qui sont visés, sans égard au coût social que ceci peut entraîner. Un exemple ? Les salaires publics (particulièrement dans le secteur de la santé et de l'éducation) ont été « gelés » par crainte de répercussions sur le secteur privé où les salaires extrêmement bas représentent un avantage comparatif par rapport à d'autres pays²⁰. Le FMI exige également une réforme de la sécurité sociale, notamment une « augmentation du taux de cotisation et du nombre d'années de cotisations nécessaires pour avoir droit à la retraite et (une) réduction drastique du pourcentage du dernier salaire sur lequel est calculé le montant de celle-ci »²¹. De manière globale, l'Etat doit geler ses dépenses et augmenter la part de celles-ci allouées au paiement de la dette publique. Avec ce genre de mesures, le

pays perd toute souveraineté tant régulatrice que fiscale et se mue en un administrateur des politiques prises par le FMI²².

Les Maquiladoras : la pauvreté comme avantage comparatif

Apparues sous la dictature des Somoza et systématisées lors de la période libérale (1990-2006), les Maquiladoras sont des zones franches. Ces politiques d'attraits d'Investissements étrangers, participent-elles au développement du pays ? « Les entreprises présentes dans les Maquiladoras créent certes de l'emploi mais un emploi précaire – faiblement rémunéré, de manière journalière, sans droits sociaux –, [...]. Elles ne créent peu ou pas de relations avec des fournisseurs locaux, n'apportent rien en termes technologiques. Les investissements dans l'infrastructure sont les moindres possibles [...] afin de pouvoir facilement délocaliser les activités s'il y a une once de protestation sociale ou si les avantages reçus diminuent [...]. Si l'on ajoute le fait que les zones franches impliquent une exonération fiscale, [...] le libre rapatriement des bénéficiaires et du capital [...] on peut douter de l'apport « développementaliste » de tels investissements »²³

B) « Dominican Republic – Central America Free Trade Agreement » (DR-CAFTA) : des effets à retardement

Cet accord a été adopté sous la présidence de Bolaños (libéral) en octobre 2005. Le FSLN – alors présent à l'assemblée nationale – s'est abstenu et a donc tacitement approuvé l'accord. Aucun mécanisme gouvernemental n'a été mis en place pour évaluer les impacts du traité de libre échange sur le droit à l'alimentation²⁴. Globalement, cet accord consiste en une réduction graduelle des taxes à l'importation sur les produits américains à destination du Nicaragua (imports qui ont depuis augmenté de 76%) et une augmentation des quotas d'entrée de produits d'exportations Nicaraguayens sur le sol des Etats-Unis (qui depuis ont augmenté de 40%)²⁵.

Les produits d'Amérique Centrale « gagnants » (ceux à qui le traité profite) sont ceux qui ne sont pas produits aux USA (ex : cacahuètes et sésame). Les produits « perdants » sont ceux qui sont produits tant en Amérique Centrale qu'aux Etats-Unis : maïs, haricots et produits laitiers. Ces derniers constituent une grande part du régime alimentaire quotidien des Nicaraguayens et la production est principalement aux mains d'agriculteurs travaillant sur des petites et moyennes exploitations²⁶.

De manière générale, ce traité de libre échange est

amené à se faire au détriment des pays partenaires, et ce, pour deux raisons :

- Les négociations bilatérales ont été menées d'une main de maître par les Etats-Unis. Les pays avaient la possibilité de protéger un certain nombre de produits et/ou secteurs (exemple : production alimentaire, un secteur particulier de l'industrie, ...) afin que le traité ne porte pas atteinte aux prix et à la production de ceux-ci. Dans la pratique, ces « gains » obtenus ont été négociés en vain étant donné qu'ils ne tiennent pas compte des échanges effectués entre les pays d'Amérique Centrale. Prenons l'exemple du lait : le Nicaragua obtient l'autorisation de protéger ce secteur des importations américaines. Le Honduras voudrait quant à lui protéger sa filière sucre et ne voit aucun mal à ce que les taxes et quotas sur le lait soient éliminés. Si les importations de lait américain au Nicaragua respecteront scrupuleusement les limites fixées dans l'accord, rien n'interdit le Honduras de vendre du lait américain détaxé sur le sol Nicaraguayen. C'est le principe du « diviser pour régner » duquel seuls les Etats-Unis sortent gagnants²⁷.
- La dégressivité des quotas et taxes à l'importation proposée postpose les chocs négatifs, pour la population, causés par le traité. Par exemple, jusqu'à présent, le pays importait uniquement la quantité de riz nécessaire pour compléter sa production interne. Cette quantité fluctuait donc en fonction des récoltes annuelles de riz du pays. Avec le traité, les choses changent : dès 2006 (année d'entrée en vigueur du traité), les Etats Unis ont eu droit d'importer une quantité équivalente à 43% de la production nicaraguayenne de riz. Ce quota va progressivement augmenter, jusqu'à disparaître en 2019.

Selon le président de Fenacoop²⁸ les producteurs de riz Nicaraguayens ont au mieux dix ans devant eux, avant de disparaître²⁹.

*« Sans les aides que reçoivent les riziculteurs américains, nous sommes plus compétitifs qu'eux. En réalité, CAFTA cause la perte de producteurs qui sont plus compétitifs que ceux des Etats-Unis. C'est une perte pour la souveraineté alimentaire du Nicaragua. Les causes de l'insécurité alimentaire sont dans les règles du commerce international. »*³⁰

C) Acuerdo de Asociación : les dangers d'une ratification

Les deux prochaines années (2012-2013) seront importantes pour l'Amérique Centrale. C'est en effet durant cette période que l'AdA (Accord d'Association) sera soumis à la ratification du parlement européen et, ensuite, à celle des parlements des différents états

européens et d'Amérique Centrale. Dans le cas – fort probable – ou cet accord sera ratifié, on peut facilement tabler sur un accroissement des inégalités déjà causées par le DR-CAFTA étant donné que lors des négociations, l'Union européenne a demandé d'avoir, au minimum, des conditions équivalentes à celles obtenues par les Etats-Unis.

Des politiques Sociales

Parallèlement à ces politiques néo-libérales, et malgré celles-ci, le gouvernement d'Ortega met en place divers projets sociaux : gratuité des services de santé et d'éducation, programme d'aide aux familles rurales pauvres, etc.³¹. Ces projets sont principalement le fruit d'une intégration régionale axée sur les développements socio-économiques par l'entremise d'une coopération économique. Cette coopération est en premier lieu due à l'initiative des municipalités à qui une forte décentralisation étatique permettait de passer des accords avec l'ALBA sans passer par l'Etat³². Dès son entrée officielle dans l'ALBA – en 2007 –, le gouvernement reprendra les rennes de cette coopération et établira à son tour des accords avec les différents partenaires de l'alliance.

Force est de constater que les programmes sociaux issus de cette coopération ne manquent pas : alphabétisation, éducation, gratuité des soins de santé, réduction de la pauvreté et de la faim via la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaire. Malgré la multitude des projets lancés, certaines critiques se font entendre. Ainsi, l'utilisation, par le FSLN, des fonds alloués, est clientéliste et non transparente. A cela s'ajoute le fait qu'il s'agit d'une redistribution superficielle et simplement palliative³³.

C'est principalement grâce à l'argent de l'ALBA – et notamment l'appui du Venezuela – que l'Etat finance ses projets sociaux. Sans cette manne financière, et en suivant uniquement les politiques imposées par le FMI, leur mise en place n'aurait pas été possible.

« Hambre Cero » : un programme de sécurité alimentaire à la loupe

En 2007, l'Etat a lancé son programme « Hambre Cero » (Faim Zéro), en partie financé par la banque inter-américaine de développement (BID). Ce programme de lutte contre la pauvreté vise, entre autres, à attribuer des « Bonos Productivos Alimentarios » à 75.000 familles paysannes (bono : un « pack » « distribués sous forme de dons en nature (vache, cochon, poulets, matériel de construction, plants, graines et intrants³⁴ »). Le bono est généralement attribué aux femmes afin de renforcer leur place au sein de la

famille et leur estime de soi. Malheureusement sur le terrain, ce programme est loin de remplir les objectifs escomptés. Bien souvent, les animaux attribués aux familles ne répondent pas aux besoins de celles-ci. Des familles ont par exemple reçu des vaches ne produisant pas de lait, rendant toute création de nouveaux revenus impossible. Certains animaux deviennent une charge pour la famille et non une source de revenus. D'autres critiques concernent la dimension « genre » de ce programme. Certains soulignent que, bien souvent, pour les femmes, le « bono » représente une charge de travail supplémentaire. Une responsable du Movimiento Autonomo de Mujeres (MAM – Mouvement Autonome des Femmes) souligne le risque pour la femme de se voir renforcée dans son rôle domestique³⁵. Pour Claudia Garcia Rocha (coordinatrice de l'IEEP³⁶) « la responsabilisation financière des femmes – en lien avec le programme – peut engendrer des conflits dans les familles » (risque de violence conjugale).

Harmhel Antonio Dalla Torre Salguera, directeur du développement stratégique de la Cuculmecca³⁷, a une vision à la fois critique et constructive de ce programme. La logique à la base des « bonos productivos » ne correspond pas à la vision du développement basée sur la diffusion et l'utilisation des techniques agroécologiques qui est la sienne. Il souligne en plus le caractère assistentialiste du programme - la Cuculmecca s'ancre en effet dans une vision à long-terme. Néanmoins il envisage une complémentarité possible entre ces « bons » et le projet de l'organisation. Ces bons pourraient en effet s'intégrer dans une action de développement à long-terme (en diminuant le coût de production des paysans, en les accompagnants dans leur transition et leur diversification agricole, ...)³⁸. De Schutter a quant à lui proposé, dans un rapport faisant suite à une mission de terrain au Nicaragua³⁹, que ce programme se base sur le mouvement « campesino a campesino » (de paysan à paysan). Il insiste également sur la nécessité de mettre en place un plan de développement rural ainsi qu'une réforme agraire⁴⁰.

« Campesino a campesino »

Basé sur l'échange de pratiques agroécologiques entre paysans mais également entre paysans et chercheurs du même pays ou de pays différents, ce mouvement est basé sur l'idée que le meilleur moyen de générer et de transférer les alternatives agricoles dans le monde paysan réside dans l'échanges de pratiques entre paysans. Il s'oppose dès lors au transfert de technologies classiques (top-down). Né au Guatemala dans les années 70, il touchera rapidement le Nicaragua et d'autres pays d'Amérique Centrale.

Diverses organisations de la société civile n'ont pas attendu que le gouvernement prenne en charge les problèmes de la faim et de la pauvreté pour s'attaquer aux causes structurelles de ces problématiques. Avec leurs moyens, elles s'occupent de mettre en œuvre des programmes de développement rural. C'est notamment le cas des partenaires d'Entraide et Fraternité.

Les fondations d'un autre monde : l'exemple de la Cuculmecca

Les actions de la Cuculmecca se situent à deux niveaux, tout d'abord, un niveau local : c'est à ce niveau que sont développées diverses actions concrètes en faveur de pratiques agricoles écologiques allant de pair avec une plus grande autonomie des paysans. Ensuite au niveau régional et national – au sein de réseaux : diverses actions de plaidoyer sont organisées afin d'influencer les décideurs à adopter et/ou implémenter des lois socialement progressistes.

Des actions concrètes au niveau local

Dans son programme de développement rural, la Cuculmecca met en place des projets valorisant une agriculture respectueuse de l'environnement. Des formateurs se rendent dans les communautés afin de transmettre des techniques permettant de produire engrais⁴¹ et insecticides, naturels et efficaces, à un moindre coût. En moyenne, le coût de revient de la préparation d'un biofertilisant est 10 fois moins cher que le prix d'achat d'un intrant chimique classique et est deux fois plus efficace⁴² ! De plus, afin de limiter l'appauvrissement des terres dû aux monocultures, la diversification ainsi que des techniques de permaculture sont également préconisées. L'augmentation de la productivité des exploitations résultant de ces techniques permet d'augmenter le revenu des familles.



Toujours dans le cadre du projet de développement rural, plusieurs familles partenaires de la Cuculmeca ont reçu des petits biodigesteurs. Il s'agit d'installations permettant de transformer des excréments – animaux ou humains – en biogaz⁴³. Ce gaz est ensuite utilisé par les bénéficiaires pour cuisiner. Ce processus a de nombreux avantages environnementaux tels que la réduction des gaz à effet de serre⁴⁴ rejetés dans l'air et la diminution de la consommation de bois des familles permettant ainsi de lutter contre la déforestation. En réduisant de moitié les besoins en bois de cuisine de la famille, ces biodigesteurs réduisent par la même occasion le temps alloué à la récolte de bois, une tâche pénible souvent à la charge exclusive des femmes. La biométhanisation a également des avantages économiques : c'est une ressource gratuite qui permet aux paysans de faire un pas de plus vers l'indépendance vis-à-vis du pétrole.

La Cuculmeca n'est évidemment pas la seule à promouvoir le renforcement des capacités et les techniques agroécologiques. De nombreuses associations travaillent également sur le volet agricole de la lutte contre la faim et la pauvreté. Afin de promouvoir le commerce local, un label a par exemple été mis en place afin de promouvoir l'agriculture organique. De nombreuses organisations de la société civile Nicaraguayenne, à contre-courant de la production exclusive destinée à l'exportation, promeuvent donc une production destinée à assurer la sécurité alimentaire de la famille du producteur dont les excédents peuvent être commercialisés au niveau local et/ou exportés⁴⁵.

Bien que l'agroécologie permette d'assurer la sécurité alimentaire des familles et d'augmenter leurs revenus, reste que les marchandises produites par leurs soins dépendent toujours des prix du marché international. Un changement local, isolé, n'a d'effet positif à long-terme que s'il s'accompagne d'un changement global, reconfigurant le mode de vie en société. Les actions de lobbying de la société civile et l'augmentation de la participation citoyenne ont, à cet effet, un rôle crucial à jouer dans la mise en place d'un système économique plus favorable à la paysannerie familiale.

Action de plaidoyer et participation citoyenne

Début des années 2000, une vaste action de sensibilisation et de lobbying a été menée sur le plan national afin de contraindre l'Etat à ne pas appliquer aveuglément un des « remèdes » alors imposés par le FMI (et autres bailleurs internationaux) : la privatisation

de l'eau. Ce fut l'occasion pour de nombreuses organisations d'expérimenter le travail en réseau autour d'une campagne de plaidoyer national. Durant celle-ci, ils utilisèrent les outils récemment mis en place, entre autre, par le gouvernement d'Ortega, et plus particulièrement, la loi – datée de 2003 – de participation citoyenne (qui autorise des citoyens à interpellier le parlement s'ils déposent une requête signée par 5000 citoyens et 6 députés). Pour la Cuculmeca, ce fut la première expérience d'influence concluante pour la société civile : la loi fut finalement adoptée interdisant finalement toute privatisation – directe ou indirecte – de l'eau potable⁴⁶. Depuis, les initiatives se succèdent et certaines se traduisent en loi dont la mise en œuvre laisse certes souvent à désirer mais que la société civile promet de faire appliquer.

Conclusion

Malgré tous les rebondissements de l'histoire nicaraguayenne, l'agriculture a gardé la forme duale héritée de la colonisation. Les paysans ont sans cesse été marginalisés et délaissés par les politiques. Deux périodes font néanmoins exception, et toute deux sont liées à la dominance politique du FSLN. Malgré certains paradoxes et des résultats parfois mitigés, ces gouvernements ont le mérite de se pencher sur les questions de la faim et de la pauvreté touchant les paysans. En dehors de la sphère politique, d'autres acteurs ont pris ces problèmes à bras le corps tout au long de cette histoire. La Cuculmeca est l'un d'entre eux, et loin d'être le seul. En articulant des transformations effectuées à la base avec des stratégies de changements globaux, la société civile effectue un travail primordial. Certes, celle-ci n'a pas vocation de prendre en charge la résolution finale des problèmes auxquels elle s'attaque. Elle n'en a d'ailleurs pas les moyens. C'est l'Etat qui doit donc se poser, à un moment ou à un autre, en relais de ces initiatives afin de les développer à grande échelle. En attendant ce moment rêvé, la lutte continue. ●



* Sociologue, ** diplômée en sciences de la Population et du Développement, ils sont tous deux volontaires à Entraide et Fraternité. Membres d'Alter'Actifs, ils ont participé à la mission sur le terrain au Nicaragua (novembre 2011).

¹ Michel MERLET, « Différents régimes d'accès à la terre dans le monde, le cas de l'Amérique latine », *Mondes en Développement*, Vol. 38 (2010), pp. 35-50

² Nazia MINTZ-HABIB, « Food Insecurity in Nicaragua », Thesis, State University of Plattsburgh (2003), p.16 http://harvard.academia.edu/NaziaMintzHabib/Papers/425/Food_Insecurity_in_Nicaragua

³ Laurent DELCOURT, « El futuro de las agriculturas campesinas ante las nuevas presiones sobre la tierra », CETRI (2010)

⁴ Nazia MINTZ-HABIB, « Food Insecurity in Nicaragua », Thesis, State University of Plattsburgh (2003), p.29

⁵ Ibidem. p.25

⁶ Ibidem. p.22

⁷ Ibidem. p.27

⁸ Voir la partie du texte « La faim à l'épreuve de la mondialisation » dédiée à la révolution verte (p. XX)

⁹ Le Nicaragua fut un territoire ayant un poids stratégique important. En effet, fin 19ème, c'est le Nicaragua qui est envisagé pour accueillir le canal interocéanique (reliant l'océan atlantique et pacifique). Par ailleurs, avant la construction des chemins de fer aux États-Unis, il était plus facile de passer par le Nicaragua que par le centre des États-Unis pour relier la côte Est et la côte Ouest de ce pays. Ainsi, les États-Unis considèrent la soumission de ce pays à leurs intérêts comme élément de leur sécurité intérieure. Ils intervinrent donc militairement plusieurs fois au Nicaragua durant le XXème siècle, et soutinrent la dictature des Somoza.

¹⁰ Nazia MINTZ-HABIB, « Food Insecurity in Nicaragua », Thesis, State University of Plattsburgh (2003), p.38

¹¹ Beaucoup d'agriculteurs ne voulaient pas de fermes d'État, ni de prix administrés, mais bien une propriété pour eux.

¹² Alliance des partis, majoritairement de droite ou centristes.

¹³ Cécile LAMARQUE, « Nicaragua : résistance ou soumission au FMI ? », in CADTM (2007) [publié en ligne www.cadtm.org/nicaragua-resistance-ou-soumission]

¹⁴ Ibidem.

¹⁵ Mark EVERINGHAM, « Agricultural Property Rights and Political change in Nicaragua » in *Latin American Politics and Society*, Vol. 43, n°3 (2001), pp. 61-93 et Mme Elena AGUILER, citée par Hernando CALVO OSPINA, « Au Nicaragua, les quatre temps du sandinisme » in *Le Monde diplomatique* (juillet 2009)

¹⁶ Thomas MUHR, « Nicaragua re-visited : from neo-liberal « ungovernability » to the Bolivarian Alternative for the Peoples of Our America (ALBA) » in *Globalisation, Societies and Education*, Vol.6 n°2 (2008)

¹⁷ Ibidem.

*** Actuel Président du pays et leader du FSNL.

¹⁸ Cécile LAMARQUE, « Nicaragua : résistance ou soumission au FMI ? » in CADTM (2007) publié en ligne www.cadtm.org/nicaragua-resistance-ou-soumission]

¹⁹ Adolfo José ACEVEDO VOGL, « IMF conditionality in Nicaragua: interview with Adolfo Acevedo » (2006) [<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=1294>]

²⁰ Ibidem.

²¹ Cécile LAMARQUE, « Nicaragua : résistance ou soumission au FMI ? » in CADTM (2007) publié en ligne www.cadtm.org/nicaragua-resistance-ou-soumission]

²² Adolfo José ACEVEDO VOGL, « IMF conditionality in Nicaragua: interview with Adolfo Acevedo » (2006)

²³ Lucas VAN WUNNIK, « Les limites de l'investissement direct étranger manufacturier comme moteur de développement économique – enseignement tirés de l'étude de deux cas : la filiale maquiladora et Sony Manufacturing UK » in *Géographie, économie, société*, Vol.10 n°4 (2008), p.394

²⁴ Olivier DE SCHUTTER, « Annex : report of the special Rapporteur on the right to food, Oliver De Schutter – mission to Nicaragua » (2009), p.11 [publié en ligne : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20100219_a-hrc-13-33-add5_country-mission-nicaragua_en.pdf]

²⁵ Ibidem. p.9-10

²⁶ Sinforiano CACERES, « CAFTA will be like a brand-name hurricane Mitch » in *Revista Envio* [<http://www.envio.org.ni/articulo/3046>]

²⁷ Ibidem.

²⁸ Fédération Nationale des Coopératives Agricoles et Agroindustrielles.

²⁹ Sinforiano CACERES, « CAFTA will be like a brand-name hurricane Mitch » in *Revista Envio*

³⁰ Président de la FENACOOOP, entretien réalisé à Managua le 25/10/11

³¹ Cécile LAMARQUE, « Nicaragua : résistance ou soumission au FMI ? » in CADTM (2007) [www.cadtm.org/nicaragua-resistance-ou-soumission]

³² Thomas MUHR, « Nicaragua re-visited : from neo-liberal « ungovernability » to the Bolivarian Alternative for the Peoples of Our America (ALBA) » in *Globalisation, Societies and Education*, Vol.6 n°2 (2008) p.148

³³ Alejandro GUTIERREZ, « The Disconcerting 'Success' of Nicaragua's Anti-Poverty Programs » in CETRI (2010) [www.cetri.be/spip.php?article1552]

³⁴ Olivier DE SCHUTTER, « Annex: report of the special rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter – mission to Nicaragua » (2009), p.17

³⁵ Entretien réalisé à Managua le 24/10/2011

³⁶ Instituto de Estudios Estrategicos y Politicas Publicas (entretien réalisé à Managua le 25/10/2011)

³⁷ Partenaire d'Entraide & Fraternité, basé à Jinotega

³⁸ Nicaragua, rencontre le 31/10/2011

³⁹ Ibidem.

⁴⁰ Ibidem.

⁴¹ La fermentation anaérobie d'un mélange composé d'eau, de mélasse, d'excréments de vache, de cendre, de minéraux et de lait va permettre de créer un fertilisant naturel.

⁴² Afin d'aider les paysans à passer d'une agriculture chimique à une agriculture « naturelle », la Cuculmeca a établi un système de prêt avec les paysans et les communautés leur permettant d'investir dans leur unité de production.

⁴³ Le biogaz est surtout composé de dioxyde de carbone et de méthane.

⁴⁴ Le méthane est un gaz à effet de serre, sa réduction permet de lutter contre les changements climatiques.

⁴⁵ Rencontre avec les représentants du Grupo de Promoción de Agricultura Ecológica (GPAE) dont la Cuculmeca est membre, Managua, le 24/10/2011.

⁴⁶ Entretien réalisé à Jinotega, le 31/10/2011.



« La terre n'est pas liée à l'esprit de possession. C'est un espace où le maïs et les haricots poussent pour tout le monde. Notre relation à la terre a à voir avec notre passé, la résistance de nos ancêtres. Nous devons retrouver une manière heureuse d'être avec la terre et proposer des alternatives dans ce sens. La crise liée à la terre, c'est aussi une crise de civilisation. Gardons l'espoir d'UTZK'ASLEM, un bien vivre ensemble, afin que les êtres humains, hommes et femmes, se respectent et valorisent leur environnement et qu'un futur soit possible entre eux, entre eux et la madre tierra. »

Domingo Hernandez, coordonnateur de WAQUIB KIEJ, fédération de mouvements indigènes guatemaltèques, septembre 2011

« Les choix de développement agricole [...] sont orientés [...] vers les cultures d'exportation et les infrastructures desservant les marchés mondiaux, et ils n'ont pas jusqu'à présent bénéficié vraiment aux petits agriculteurs qui produisent pour nourrir leurs familles et communautés. C'est cette distorsion-là qu'il faut à présent dénoncer, et combattre. C'est à cette condition que l'on pourra reconstruire des systèmes agro-alimentaires locaux, favorisant le développement des campagnes et l'amélioration des revenus des petits producteurs – pour qu'enfin la pauvreté rurale recule, et avec elle la faim. »

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, février 2012.

« Le bien commun doit être la priorité de l'activité économique. La réforme du commerce international doit prendre en compte les besoins des plus faibles, garantir leur sécurité alimentaire et leur droit à l'alimentation [...] Si les réformes commerciales ne traitent pas de questions aussi primordiales [...] que le droit à la protection des marchés agricoles, la sécurité alimentaire, l'émergence d'un débat public autour d'alternatives en matière de développement rural, la fin du dumping et le soutien aux prix des matières premières agricoles, elles passeront à côté des causes structurelles de l'appauvrissement et échoueront à éradiquer la grande pauvreté. »

Déclaration des cardinaux et évêques catholiques du Sud et du Nord à la veille du G8, juin 2005.



De la naissance de la pensée néolibérale à la signature des Accords internationaux de libre commerce, cette étude donne à voir comment les mécanismes du commerce international se sont imposés à l'échelle mondiale. Malgré les effets destructeurs de cette logique économique sur les populations, nombreux sont ceux et celles qui, au quotidien, proposent des alternatives.

Préfacé par le Rapporteur Spécial au droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, ce document d'analyse politique est richement illustré par les paysans et paysannes du Guatemala et du Nicaragua qui résistent et témoignent.... Il est aussi le résultat d'une collaboration entre chercheurs et activistes du Nord et du Sud.